S'ATTAQUER AUX CAUSES PROFONDES DE LA TRAITE ET DU TRAFIC DE MIGRANTS EN PROVENANCE D'ERYTHRÉE

Nécessité d'une politique de l'UE en matière de migration mixte dans la Corne de l'Afrique ancrée dans la réalité

NOVEMBRE 2017

SIHA Network
SOAS University of London
INTERNATIONAL REFUGEE RIGHTS INITIATIVE

Confronter les causes profondes de la traite et du trafic de migrants en provenance d'Erythrée

Nécessité d'une politique de l'UE ancrée dans la réalité en matière de migration mixte dans la Corne de l'Afrique

Novembre 2017

www.refugee-rights.org

L'International Refugee Rights Initiative (IRRI) a été créée en 2004 afin d'éclairer et d'améliorer les réponses apportées aux cycles de violence et de déplacement. L'IRRI a développé une approche holistique en matière de protection des droits de l'Homme avant, pendant et après les déplacements, à travers l'identification des violations qui ont entrainé le déplacement et l'exil, la protection des droits des personnes déplacées et l'apport de solutions sûres, durables, respectueuses des droits, et respectant des délais raisonnables.

www.sihanet.org

La Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa (SIHA) est un réseau d'organisations de la société civile issues du Soudan, du Soudan du Sud, de Somalie, du Somaliland, d'Ethiopie, d'Erythrée, de Djibouti, d'Ouganda et de la zone côtière du Kenya. Créée en 1995 par une coalition d'activistes des droits de l'Homme, avec pour objectifs de renforcer les capacités des organisations des droits des femmes et d'apporter une réponse à la subordination des femmes et aux violences faites aux femmes et aux filles dans la Corne de l'Afrique, SIHA comprend à présent près de 75 membres.

www.soas.ac.uk/human-rights-law

Le Centre for Human Rights Law, SOAS, University of London, est un lieu ressource d'échanges universitaires et de recherches collaboratives concernant la pratique des droits de l'Homme. Il a accueilli un certain nombre d'événements, fait des soumissions et fourni des témoignages d'experts sur les droits de l'Homme au Soudan et sur les politiques en matière de migration mixte dans la Corne de l'Afrique, en particulier sur le processus de Khartoum.

Ce rapport a été écrit par Dr Lucy Hovil (IRRI) et le Dr Lutz Oette (SOAS), avec la contribution significative de Yotam Gidron (IRRI). Dr Munzoul Assal (University of Khartoum), Hala Al-Karib (SIHA) et Andie Lambe (IRRI) ont tous trois fourni des indications précieuses au cours du processus de recherche et ont contribué au présent rapport. Les recherches sur le terrain ont été menées par deux chercheurs anonymes au Soudan, par une petite équipe dirigée par Eyob Teklay Ghilazghy en Ethiopie, et par Dessale Berekhet, Hyab Yohannes et Lucy Hovil en Europe. Nous exprimons toute notre reconnaissance à toutes les personnes qui ont bien voulu nous parler dans le cadre de cette recherche. Ce projet de recherche s'inscrit dans le cadre du programme de recherche de la Knowledge Platform Security & Rule of Law, financé par le Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas par le biais de NWO-WOTRO.

Table des matières

RÉSUMÉ **4**
CONTEXTE **9**
LA MIGRATION VERS L'EUROPE DANS SON CONTEXTE 9
La Corne de l'Afrique et l'Erythrée *10*
Migration de l'Erythrée au Soudan et en Ethiopie *12*
Des voyages périlleux *15*
Le rôle des acteurs publics *18*
CONTEXTE POLITIQUE 19
L'engagement de l'UE *19*
Le processus de Khartoum comme modèle de partenariat *22*
MÉTHODOLOGIE ET LITTÉRATURE 24
MISE À L'ÉPREUVE DES HYPOTHÈSES POLITIQUES À LA LUMIÈRE DES RÉALITÉS EMPIRIQUES **28**
FACTEURS POLITIQUES 28
Quitter l'Erythrée : pour échapper au danger ? *29*
Une protection apportée par les pays voisins en traversant les frontières ? *30*
ILS NOUS ONT DONNE DE L'EAU ET DE LA NOURRITURE **31**
CAUSES PROFONDES ? 32
Facteurs économiques ou politiques ? *34*
DES CHOIX ÉCLAIRÉS ? 35
Une compréhension claire des risques *36*
Une affaire de famille *38*
Une prise de risque calculée ? *39*
TRAITE OU TRAFIC ? 41
Les passeurs seraient-ils des humanitaires ? Quitter l'Erythrée *42*
Des passeurs issus des communautés *44*
Le terrible coût de la traite sur les migrants *45*
PARTAGE DES RESPONSABILITÉS ET POLITIQUES EN MATIÈRE DE RÉFUGIÉS 47
Le confinement dans les camps *50*
L'accès au travail *51*
Sécurité et documents administratifs *52*
Pas de retour, mais quelle alternative ? *53*
CONCLUSION **56**

.

Résumé

La Corne de l'Afrique reste une source majeure de migration mixte, avec des personnes qui se déplacent dans les pays voisins, le Golfe, l'Afrique du Sud et l'Europe. Les facteurs de migration sont multiples, depuis les problèmes d'accès à des moyens de subsistance dans des contextes d'extrême pauvreté, aux questions de persécution politique, de conflits armés et de catastrophes naturelles. L'exclusion économique peut également être induite par une politique gouvernementale délibérée. Les facteurs déterminants varient selon les individus et de multiples facteurs peuvent affecter un même individu, brouillant souvent la distinction entre réfugié et migrant.

En reconnaissance des défis de la migration mixte, 37 pays d'Europe et d'Afrique, ainsi que l'Union européenne (UE) et l'Union africaine (UA), ont formé une plateforme politique (le « processus de Khartoum »), qui met plus particulièrement l'accent sur la lutte contre le trafic et la traite. L'objectif de la plateforme est de renforcer la coopération et d'instaurer un dialogue régional durable sur la mobilité et la migration. La présente étude, basée sur 67 entretiens qualitatifs réalisés en Ethiopie, au Soudan et en Europe avec des Erythréens en déplacement, entre directement dans ce cadre. Elle analyse l'approche prise par les pays de la région, en coopération avec les acteurs régionaux et internationaux, pour lutter avec plus d'efficacité contre la traite et le trafic, à la lumière des expériences et des processus de prise de décision des personnes interrogées.

Le processus de Khartoum a permis la mise en place d'une plateforme importante pour l'engagement international sur une question qui est à la fois urgente et, de par sa nature même, une source de préoccupation internationale. Divers projets et initiatives sont menés à bien dans ce cadre, dont beaucoup se trouvent encore à des stades relativement précoces de mise en œuvre. L'intention de ce rapport n'était pas d'examiner ces initiatives en détail, mais de se concentrer sur l'approche générale qui sous-tend le cadre du processus de Khartoum et d'envisager les raisons pour lesquelles certains de ses aspects clefs peuvent être problématiques. En se basant sur cette analyse, il prône une approche différente de la gestion de la migration dans la région, et entre la région et l'Europe.

Un élément essentiel de cette approche alternative est d'opérer un changement de paradigme et de mettre l'accent sur le contexte politique dans lequel la migration a lieu, plutôt que sur la *criminalité* qu'elle attire. Dans cette nouvelle perspective, on reconnaît le manque de choix auquel les personnes sont confrontées pendant leur voyage, un manque de choix qui est dû à des facteurs structurels qui ne peuvent être résolus sans un engagement politique profond dans ce sens.

La plupart des Erythréens qui quittent leur pays sont forcés de compter sur des passeurs pour être sûrs d'arriver à échapper aux contrôles aux frontières. Ils fuient la perspective de décennies de service militaire pour un Etat qui n'a aucun respect pour leurs droits de citoyens à plusieurs titres. Toutefois, leur entrée irrégulière[1] dans les pays voisins, et leur statut souvent précaire, rendent les migrants et les réfugiés vulnérables à la traite, notamment dans les camps de réfugiés. Le trafic et la traite des êtres humains ont évolué vers un fonds de commerce transnational opéré par des réseaux criminels, dont les membres proviennent souvent de milieux défavorisés.

Dans ce contexte, les personnes interrogées ont fait une distinction nette entre le trafic et la traite.[2] La plupart d'entre elles perçoivent, au moins en partie, le trafic comme une forme de protection et d'assistance, même si elles reconnaissaient aussi qu'il y avait des abus, tout particulièrement lorsque les personnes tombaient dans les mains des trafiquants. Contrairement au côté « bénin » du trafic, qui bénéficie d'un certain degré de légitimité au sein des communautés, la traite était décrite comme organisée et violente, et dépourvue de légitimité. Toutefois, en raison de la prévalence de la criminalité sur les routes, c'est en connaissance de cause que les personnes prennent le risque d'être enlevées contre rançon, violées et torturées. Elles exercent également une pression financière et psychologique énorme sur leurs familles afin que celles-ci trouvent de l'argent, qu'elles n'ont le plus souvent pas. On ne soulignera jamais assez l'impact négatif sur les familles érythréennes à travers le monde.

La distinction est ténue entre les passeurs perçus comme des « humanitaires » ou des prestataires de services qui aident les personnes à fuir un Etat répressif, et l'exploitation et les abus liés à la traite.

Aussi, les personnes doivent faire de terribles arbitrages par rapport à leur sécurité. La distinction est ténue entre les passeurs perçus comme des « humanitaires » ou des prestataires de services qui aident les personnes à fuir un Etat répressif, et l'exploitation et les abus liés à la traite. Les personnes en sont extrêmement conscientes et tentent d'atténuer le risque en utilisant des passeurs ou des routes considérées comme plus fiables et sûres. Les descriptions de leurs voyages ont fait ressortir une configuration dans

1. Le terme « irrégulier » caractérise un mouvement qui ne suit pas, ou qui ne s'inscrit pas, dans des modes légalement reconnus d'entrée dans les pays.
2. Le trafic fait référence à des actes illégaux destinés à aider les migrants à traverser les frontières internationales dans l'intérêt des migrants eux-mêmes, alors que la traite consiste à faire traverser les frontières à des personnes pour servir les intérêts des trafiquants.

laquelle la dangerosité des voyages empire, souvent en lien avec l'affaiblissement du lien entre les migrants et les passeurs initiaux.

Les réponses des institutions publiques à ces réalités varient beaucoup dans la région, non seulement entre les pays, mais aussi à l'intérieur de chacun des pays de la région. Si certaines institutions et certains fonctionnaires offrent protection et assistance aux personnes en déplacement et respectent les droits de l'Homme, d'autres institutions publiques sont destructrices et ont différents degrés de responsabilité dans les sévices que les réfugiés et les migrants subissent. En d'autres termes, si les Etats et leurs capacités à fonctionner font indéniablement partie de la solution, il faut également reconnaître qu'ils font souvent – directement ou indirectement – partie du problème.

Aussi, une approche exclusivement axée sur la criminalité attirée par la migration risque d'être palliative, car elle traite les symptômes et non les causes. Il faut plutôt agir simultanément sur l'environnement dans lequel les personnes sont arrachées à leurs foyers, et dans lequel les trafiquants peuvent opérer en toute impunité. Si des enquêtes criminelles, des arrestations et des poursuites judiciaires doivent avoir lieu, les processus et les moyens déployés doivent venir appuyer cet objectif plus vaste. Cela demande une approche politique qui s'attaque aux facteurs d'insécurité – notamment l'inégalité, l'injustice et la marginalisation – au lieu de les exacerber. Il s'agit de combattre le contexte plus large de corruption et de mauvaise gestion du pouvoir car il y aura toujours d'autres criminels prêts à passer à l'action.

Les décisions de traverser les frontières de façon irrégulière, en prenant des risques extrêmement élevés, sont souvent prises lorsque les autres alternatives sont perçues comme tout aussi mauvaises, voire même éventuellement pires.

Les résultats montrent également que la plupart des Erythréens qui décident de migrer savent très bien qu'ils prennent un risque énorme, mais sont généralement seulement vaguement au courant des spécificités de ces risques et de la façon de les éviter. Les liens familiaux jouent un rôle important dans la prise de décision : la plupart des personnes obtiennent leur information auprès de membres de la famille et d'amis, et non des institutions publiques, des ONG ou des médias. Que ce soit en Erythrée ou ailleurs, en fin de compte, les gens se tournent vers ceux en qui ils ont le plus confiance pour avoir des informations.

Ainsi, les décisions de traverser les frontières de façon irrégulière, en prenant des risques extrêmement élevés, sont souvent prises lorsque les autres alternatives sont perçues comme tout aussi mauvaises, voire même éventuellement pires. Ce que les responsables politiques voient comme une décision reposant sur de mauvaises informations est souvent une prise de risque calculée. Beaucoup des personnes qui migrent de façon irrégulière le font non parce qu'elles ne sont pas au courant des procédures de migration

légales ou parce que celles-ci « manquent de transparence et sont trop bureaucratiques »,[3] mais parce qu'il leur apparaît clairement que les voies légales sont tellement limitées pour les personnes dans leur situation qu'elles ne peuvent pas s'y fier comme des solutions viables.

Enfin, le rapport s'intéresse particulièrement aux relations entre les approches politiques du trafic et de la traite et la politique en matière de réfugiés, car une grande partie des Erythréens semble être constituée de réfugiés. Un grand nombre de ceux qui se déplacent de la région vers l'Europe le font suite aux failles dans les politiques et les pratiques relatives aux réfugiés dans les premiers pays d'asile, politiques qui ont laissé des millions de personnes vivre pendant des années, parfois des décennies, dans une situation d'exil prolongée sans aucune perspective de solution réelle. Ces carences s'articulent essentiellement autour de la priorité donnée au confinement dans les camps pour les personnes en exil et les échecs concernant l'accès au travail et à des solutions durables. Ajoutées les unes aux autres, ces carences politiques ont créé un état d'urgence semi-permanent, qui met en danger la qualité de vie et amène le système humanitaire à un point de rupture.[4]

Dans ce contexte, la mise en place d'accès à des moyens de subsistance s'avère indispensable. En fait, elle est vitale. Mais elle doit être accompagnée d'un dialogue et d'une action politique plus vastes qui permettent de négocier et d'élargir les options d'appartenance légale et politique. Les personnes veulent avoir accès aux moyens de subsistance, mais il faut aussi leur assurer une sécurité globale et économique qui s'inscrive dans une sécurité politique. Dans cette perspective, une approche instrumentaliste issue d'une « gestion migratoire » risque d'être inefficace dans un contexte où les individus sont désespérés et déterminés à échapper à des systèmes politiques oppressifs, des conflits et des conditions de vie lamentables.

Ce rapport prône donc une nouvelle approche et un engagement sur la migration mixte dans la Corne de l'Afrique. Cette nouvelle approche implique étroitement les populations de la région et prend au sérieux leurs expériences, leurs préoccupations et leurs droits. Elle suppose une participation active à la prise de décision et la mise en œuvre des politiques, et un changement conceptuel qui reconnaît la migration, notamment la migration forcée, en tant que réponse logique à une crise de gouvernance profondément ancrée dans la région. Confronter cette crise nécessite également une approche basée sur les droits qui se penche à la fois sur une protection adéquate des droits de l'Homme dans les pays individuels et sur la protection des droits des réfugiés et des migrants dans la région. À cet égard, les partenariats et la coopération internationale doivent aller au-delà de l'approche technocratique et managériale adoptée à ce jour.

Au final, cette approche suppose la reconnaissance de la façon dont les acteurs concernés, aussi bien les Etats de la Corne de l'Afrique que les pays européens, ont créé, maintenu et contribué aux conditions mêmes que leurs initiatives actuelles sont censées confronter. Une telle approche autoréflexive, critique et contextuelle est possible. Elle serait plus

3. The Global Approach to Migration and Mobility (GAMM) COM (2011) 743, 18 Nov. 2011.
4. Pour une critique approfondie de l'impact de ces échecs politiques, voir Lucy Hovil, *Refugees, Conflict and the Search for Belonging*. Palgrave 2016, pp. 155 – 191.

astreignante pour les acteurs concernés, car elle exigerait des réformes fondamentales de migration et aux réfugiés issus de la région pour les pays de l'UE et les pays européens. Toutefois, faute de changements et de mécanismes de surveillance du respect des droits et de la protection adéquats, il est presque certain que toutes les initiatives ne réussiront pas à créer les conditions requises pour les rendre efficaces et durables.

Au final, cette approche suppose la reconnaissance de la façon dont les acteurs concernés, aussi bien les Etats de la Corne de l'Afrique que les pays européens, ont créé, maintenu et contribué aux conditions mêmes que leurs initiatives actuelles sont censées confronter. Une telle approche autoréflexive, critique et contextuelle est possible. Elle serait plus astreignante pour les acteurs concernés, car elle exigerait des réformes fondamentales de gouvernance dans la Corne de l'Afrique et de l'approche des questions relatives à la migration et aux réfugiés issus de la région pour les pays de l'UE et les pays européens. Toutefois, faute de changements et de mécanismes de surveillance du respect des droits et de la protection adéquats, il est presque certain que toutes les initiatives ne réussiront pas à créer les conditions requises pour les rendre efficaces et durables.

Contexte

La migration vers l'Europe dans son contexte

Au cours de ces cinq dernières années, un nombre croissant de personnes s'est rendue en Europe et la migration est ainsi devenue une source de préoccupation centrale dans de nombreux pays européens. S'il est fait référence à la « crise » des réfugiés ou des migrants en Europe, il s'agit en réalité d'une situation complexe dans laquelle des réfugiés et des migrants non réfugiés – et des personnes qui ne rentrent dans aucune de ces deux catégories – cherchent à avoir accès à un refuge et à des moyens de subsistance en Europe.

Toutefois, le mouvement irrégulier de personnes vers l'Europe ne peut être compris et ne peut avoir de réponse adéquate qu'en étant replacé dans un contexte historique, politique et géographique plus large. La période coloniale a vu des niveaux élevés de migration *à partir de* l'Europe, notamment vers des zones qui avaient été, ou qui étaient colonisées en dehors de l'Europe, puis par une migration au sein de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale. Ces mouvements sont désormais remplacés par une migration vers l'Europe, sous l'impulsion notamment de l'héritage de cette colonisation.[5]

Dans la Corne de l'Afrique, la vaste majorité des personnes en déplacement est restée dans la région. Et pour les personnes qui décident de se déplacer hors de la région, la route vers l'Europe n'est que l'une des routes utilisables. La majeure partie des personnes qui quittent la Corne de l'Afrique se dirigent vers l'est, en passant par le Yémen et l'Arabie saoudite et d'autres pays du Golfe, tandis que d'autres se dirigent vers le sud, à travers le Kenya et l'Afrique du Sud.[6]

Si l'on retire ces réalités de l'équation entourant les discussions sur la migration vers l'Europe, le discours risque d'être essentiellement orienté par l'opportunisme politique et les sentiments populistes – ainsi que par de véritables facteurs sous-jacents, bien qu'amenant des réponses souvent erronées. L'utilisation du mot « crise » de façon légitime demande par conséquent de se décentrer de l'Europe (où, de façon réaliste, le terme ne s'applique pas, excepté en termes de prise de décision),[7] vers les lieux où le conflit et la

5 Pour une discussion plus approfondie sur les liens entre colonialisme et déplacement, voir Lucy Hovil et Zachary Lomo, "Forced Displacement and the Crisis of Citizenship in Africa's Great Lakes Region: Rethinking Refugee Protection and Durable Solutions." Refuge Vol. 31 (2), Dec 2015.

6. En 2016, par exemple, quelque 40 773 demandeurs d'asile venus de la Corne de l'Afrique sont entrés en Italie par la mer, tandis que plus de 117 000 demandeurs d'asile venus de la Corne de l'Afrique se sont dirigés allés vers l'est, au Yémen, essentiellement des Ethiopiens et des Somaliens. Voir Regional Mixed Migration Secretariat, "Regional Mixed Migration Annual Trend Analysis 2016." (www.regionalmms.org/trends/RMMS%20Mixed%20Migration%20Annual%20Trends%20Analysis%202016.pdf dernier accès le 5 octobre 2017). Le Regional Mixed Migration Secretariat estime également à 16 850 le nombre de personnes qui se dirigent chaque année vers le sud, de la Corne de l'Afrique vers l'Afrique du Sud. Voir Regional Mixed Migration Secretariat, "Smuggled South." March 2017. (http://regionalmms.org/images/briefing/Smuggled_South.pdf dernier accès le 5 octobre 2017).

7. Voir Geoff Gilbert, "Why Europe Does Not Have a Refugee Crisis." *International Journal of Refugee Law* 27(1) 2015, 531-535.

mauvaise gestion des ressources ont laissé des millions de personnes en insécurité et où il y a réellement une crise. L'arrivée en Europe de quelques centaines de milliers de personnes à travers la Méditerranée ne représente donc qu'une partie du tableau.

Le présent rapport a choisi comme axe une certaine partie de cette histoire, celle des Erythréens qui ont fait, ou qui sont en train de faire le voyage de l'Erythrée vers l'Europe. Il place leurs voyages et les raisons qui les ont poussés à partir dans ce contexte politique, historique et géographique plus vaste – recentrant ainsi l'analyse sur la région de la Corne de l'Afrique où se trouve l'Erythrée, plutôt qu'en Europe.

L'arrivée en Europe de quelques centaines de milliers de personnes à travers la Méditerranée ne représente donc qu'une partie du tableau.

La Corne de l'Afrique et l'Erythrée

D'un point de vue géographique, la région de la Corne de l'Afrique comprend l'Ethiopie, la Somalie, Djibouti et l'Erythrée, ainsi que la région semi-autonome du Somaliland, tandis que la région de la « Grande Corne » comprend aussi le Kenya, l'Ouganda, le Soudan et le Soudan du Sud. Les pays de la Corne contrôlent l'accès au golfe d'Aden, qui relie le canal de Suez à l'océan Indien et aux pays producteurs de pétrole de la péninsule Arabique. La région bénéficie également d'un littoral de 25 000 miles (40 234 km), jouxtant d'importantes routes maritimes, tandis que le Nil et ses affluents traversent de vastes zones de la région.

Malgré, et sans doute à cause de, sa richesse potentielle et son emplacement stratégique au carrefour des routes commerciales, la région a souffert de conflits prolongés et de déplacements, et intéresse depuis longtemps les grandes puissances régionales et mondiales. Pendant la Guerre Froide, les Etats-Unis et l'Union soviétique, ainsi que les pays du Moyen-Orient, ont tous été impliqués dans les conflits régionaux, [8] mais l'intérêt général s'est estompé après la fin de la guerre froide. Cette situation a changé en raison de la « guerre contre la terreur », et plus particulièrement après les attentats terroristes d'Al Qaida en 1998 sur les ambassades des Etats-Unis au Kenya et en Tanzanie. La montée d'Al- Shabab en Somalie et une recrudescence des activités de piraterie en Somalie ont suscité un regain d'attention de l'Occident.[9] Les rivaux régionaux que sont l'Arabie Saoudite et l'Iran se servent également de la Corne de l'Afrique comme champ de bataille dans leur lutte d'influence dans l'ensemble de la région, avec l'Erythrée, qui a modifié son alliance de l'Iran à l'Arabie Saoudite en 2015, au cœur de cette lutte de pouvoir.

Dans la région, l'Ethiopie s'est généralement avérée être un allié international solide, « l'allié le plus attractif des Etats-Unis », en raison de sa population importante, de son

8. Jeffrey A. Lefebvre, "Iran in the Horn of Africa: Outflanking U.S. Allies." Middle East Policy Council, Volume XIX, Summer, Number 2. (www.mepc.org/iran-horn-africa-outflanking-us-allies dernier accès le 20 juillet 2017).
9. Peter Kagwanja, "Counter-Terrorism in the Horn of Africa: New Security Frontiers, Old Strategies," *African Security Review* 15:3, 2006, p. 72-86.

emplacement stratégique et de son « héritage chrétien ». [10] Djibouti a également attiré l'attention internationale, malgré sa petite taille, en accueillant le camp Lemonnier, la plus importante base militaire permanente des Etats-Unis en Afrique, qui abrite plus de 4 000 personnes. Les Français ont également une base à Djibouti depuis des décennies, et les Chinois et les Japonais y ont désormais aussi basé des membres de leurs forces armées.[11]

Politiquement, l'Erythrée reste isolée. Du fait des relations tendues entre l'Ethiopie et l'Erythrée, l'Ethiopie à une place forte au sein de la communauté internationale, tandis que l'Erythrée a plutôt été mise de côté. Ainsi, en 2007, l'Erythrée a suspendu son appartenance à l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), et depuis 2009, l'ONU a pris des sanctions contre l'Erythrée en raison de son « soutien financier et logistique à des groupes armés déterminés à affaiblir la paix et la réconciliation en Somalie ».[12] Bien que l'Erythrée ait rejoint l'IGAD en 2011 (même si elle n'a pas encore le droit de participer aux réunions) et que l'intérêt économique pour l'Erythrée se soit poursuivi,[13] ce pays demeure toujours à l'écart.

Si l'augmentation de la migration irrégulière vers l'Europe n'a pas apporté de changement immédiat dans la stature internationale de l'Erythrée, elle a certainement modifié les règles d'engagement avec l'Etat érythréen : en raison du nombre important d'Erythréens qui arrivent en Europe, l'Erythrée s'est une fois de plus avérée d'un intérêt stratégique pour l'Europe. La réponse de l'Europe, à travers les divers mécanismes indiqués ci-dessous, a été de renouveler son aide et son offre d'assistance substantielle pour endiguer le flux. La logique derrière cette assistance est que les principaux facteurs sont économiques en Erythrée et qu'une aide au développement suffisante stoppera le départ des citoyens.[14] Cette logique s'inscrit dans le discours populaire plus vaste en Europe, dans lequel la migration est essentiellement décrite et perçue comme obéissant à des motivations économiques.[15]

Migration de l'Erythrée au Soudan et en Ethiopie

L'Erythrée est un petit pays. Sur une population d'environ 5,2 millions d'habitants, 5 000 Erythréens quittent le pays chaque mois. Parmi eux, plus de 20 000 ont traversé la mer à partir de l'Afrique du Nord pour l'Italie en 2016,[16] et plus de 5 000 ont fait le voyage lors

10. Pour davantage d'informations, voir Fikrejesus Amahazion, "Examining International Sanctions: The Case of Eritrea." *Foreign Policy Journal*, 5 octobre 2016. https://www.foreignpolicyjournal.com/2016/10/05/examining-international-sanctions-the-case-of-eritrea/ dernier accès le 2 octobre 2017).
11. Tomi Oladipo, "Why are there so many military bases in Djibouti?" 16 June 2016. (www.bbc.com/news/world-africa- 33115502 dernier accès le 15 juillet 2017).
12. Conseil de Sécurité des UN, résolution 1907 du Conseil de Sécurité (2009) [sur l'embargo sur les armes contre l'Erythrée et sur la prolongation du mandat du Conseil de Sécurité, Comité créé en vertu de la Résolution 751 (1992)], 23 décembre 2009, S/RES/1907 (2009). (www.refworld.org/docid/4b66c06cd.html Dernier accès le 12 octobre 2017).
13. Un certain nombre de compagnies minières, dont certaines du Canada, du Royaume-Uni et de l'Afrique du Sud, ont signé des accords avec le gouvernement érythréen.
14. "EU considering working with Sudan and Eritrea to stem migration", the *Guardian*, 6 June 2016. (https://www.theguardian.com/world/2016/jun/06/eu-sudan-eritrea-migration Dernier accès le 15 juillet 2017).
15. Voir e.g. Umut Korkut et al. (eds), *The Discourses and Politics of Migration in Europe*, Palgrave Macmillan, 2016.
16. UNHCR, "Desperate Journeys – January to June 2017," 21 August 2017, p. 15. (https://data2.unhcr.org/en/documents/download/58838 Dernier accès le 24 août 2017).

des six premiers mois de 2017.[17]

L'Erythrée est également l'un des pays les plus pauvres du monde, un fait que beaucoup attribuent à ses institutions publiques extrêmement répressives et à leurs politiques hautement sécurisées, notamment la politique nationale officielle de conscription pour adultes de 18 à 50 ans.[18] Le bilan de l'Erythrée en matière de droits de l'Homme est l'un des pires au monde et les mouvements légaux d'entrée et de sortie du pays sont extrêmement contrôlés et limités.

Le déplacement de masse à partir de l'Erythrée n'est pas nouveau. Le milieu des années 1960 a vu le premier déplacement important d'Erythréens vers le Soudan, avec des dizaines de milliers de personnes fuyant les violences entre le gouvernement éthiopien et le Front de Libération des Erythréens (ELF) pendant la guerre d'indépendance de l'Erythrée (1961-1991).[19] Au début des années 1980, avec l'intensification de la guerre, le nombre d'Erythréens fuyant au Soudan pour chercher refuge s'est élevé à plus de 400 000 et la famine de 1984-85 a entraîné un autre déplacement de masse au sein de la région.[20] A ce moment-là, il était plutôt rare pour les réfugiés érythréens de fuir en Ethiopie.[21]

Le bilan de l'Erythrée en matière de droits de l'Homme est l'un des pires au monde et les mouvements légaux d'entrée et de sortie du pays sont extrêmement contrôlés et limités.

A la fin de guerre, en 1991, et pendant la décennie qui s'en est suivie, la migration depuis l'Erythrée a quelque peu diminué, mais au cours des dernières années, le pays est à nouveau apparu comme l'un des principaux pays producteurs de réfugiés du monde.

Au cours des derniers temps de la guerre frontalière entre l'Ethiopie et l'Erythrée (1998-2000), des réfugiés érythréens ont commencé à traverser la frontière pour entrer en Ethiopie, en nombre relativement modeste, mais ce nombre n'a fait que croître de façon exponentielle depuis. Si, en 2005, l'Ethiopie a accueilli quelques 10 700 réfugiés érythréens, en 2011 ce chiffre s'élevait à presque 50 000. [22] *En mai 2007, l'Ethiopie a accueilli quelques 161 391 réfugiés érythréens, ce qui en fait le troisième groupe de réfugiés le plus important du pays après les Soudanais du Sud (378 285) et les Somaliens (249 903).*[23] *La plupart des réfugiés vivent dans*

17. UNHCR, "Italy: Sea arrivals dashboard, January – July 2017." 9 August 2017 (https://reliefweb.int/report/italy/italy-sea-arrivals-dashboard-january-july-2017 Dernier accès le 5 octobre 2017).
18. "Eritrea ranks 179 out of 188 in the UN's Human Development Index", UN Human Development Report 2016, Human Development for Everyone, UNDP. (http://hdr.undp.org/sites/default/files/2016_human_development_report.pdf Dernier accès le 17 juillet 2017).
19. David R. Smock, "Eritrean Refugees in the Soudan," The Journal of Modern African Studies 20:3, 1982, p. 451-465.
20. Africa Watch, *Evil Days: Thirty Years of War and Famine in Ethiopia*. New York, 1991.
21. Gaim Kibreab, "The national service/Warsai-Yikealo Development Campaign and forced migration in post-independence Eritrea." Journal of Eastern African Studies, 7:4, 2013, p. 636-7. (Kibreab 2013).
22. Ibid.
23. UNHCR, Ethiopia: Refugees and Asylum-seekers as of 31 May 2017, 7 juin 2017. (www.refworld.org/docid/593fe2664.html dernier accès le 24 août 2017).

des camps en Ethiopie, mais un récent changement dans la politique nationale du pays relative aux réfugiés devrait permettre une plus grande liberté de mouvement et d'opportunité de travail pour certains réfugiés.[24]

Le Soudan a également connu un afflux de réfugiés érythréens depuis le début des années 2000. Fin 2016, l'UNHCR a estimé à 103 200 le nombre de réfugiés en provenance de l'Erythrée accueillis par le pays.[25] Le Soudan a ratifié la Convention des Nations Unies de 1951 relative au statut des réfugiés et son Protocole de 1967, ainsi que la Convention de l'Union Africaine de 1969, mais ses politiques relatives aux réfugiés et les lois sur l'asile ont restreint la liberté de mouvement. Au fil des ans, certains réfugiés ont pu défier ces politiques et s'installer dans des zones urbaines.[26] Certains réfugiés érythréens ont également « officieusement » obtenu la nationalité soudanaise et intégré la société et l'économie soudanaises. Toutefois, la plupart ont été confinés dans des camps désignés.[27]

Ceux qui quittent les camps risquent l'arrestation arbitraire par les forces de sécurité soudanaises et, dans beaucoup de cas, le refoulement.

Ceux qui quittent les camps risquent l'arrestation arbitraire par les forces de sécurité soudanaises et, dans beaucoup de cas, le *refoulement*. Le gouvernement soudanais a été mis en cause à plusieurs reprises pour avoir déporté des Erythréens dans leur pays ces dernières années.[28] Les mesures de répression contre des réfugiés et des migrants venus d'Ethiopie et d'Erythrée sont de plus en plus préoccupantes, avec des récits de personnes arrêtées, fouettées avec des lanières en cuir et, dans de nombreux cas, déportées.[29]

24. Samuel Hall Consulting, "Living out of Camp: Alternatives to Camp-based Assistance for Eritrean Refugees in Ethiopie," Rapport commandé par le Conseil norvégien pour les réfugiés, 2014. (http://samuelhall.org/wp-content/uploads/2014/05/Living-Out-of-Camp-Alternative-to-Camp-based-Assistance-in-Ethiopia.pdf dernier accès le 3 octobre 2017); Samuel Hall Consulting, "Thinking forward about livelihoods for refugees in Ethiopia: learning from NRC's programming." Report commissioned by the Norwegian Refugee Council, 2017 (http://samuelhall.org/wp-content/uploads/2017/05/Thinking-forward-about-Livelihoods-for-Refugees-in-Ethiopia-FINAL-REPORT.pdf dernier accès le 3 octobre 2017).
25. UNHCR, "Global Focus: Soudan." (http://reporting.unhcr.org/node/2535 dernier accès le 24 août 2017).
26. Voir Munzoul A. M. Assal, "Refugees From and To Soudan." Paper prepared for the Migration and Refugee Movements in the Middle East and North Africa, The Forced Migration & Refugee Studies Program, The American University in Cairo, Egypt, 23-25 October 2007.
27. Kibreab, 2013, p. 640.
28. "UNHCR 'deeply concerned' over asylum-seekers deported from Sudan to Eritrea" Radio Dabanga, 6 September 2017. (www.dabangaSudan.org/en/all-news/article/unhcr-deeply-concerned-over-asylum-seekers-deported-from-Sudan-to- Eritrea dernier accès le 12 octobre 2017); HRW, "Sudan: Hundreds Deported to Likely Abuse Show More Services," 30 May 2016, (www.hrw.org/news/2016/05/30/Sudan-hundreds-deported-likely-abuse dernier accès le 24 août 2017); HRW, "Sudan: Stop Deporting Eritreans," 8 May 2014. (www.hrw.org/news/2014/05/08/Sudan-stop-deporting-Eritreans Dernier accès le 24 août 2017); UNHCR, "UN refugee agency condemns Sudan's deportation of Eritrean refugees," 26 July 2011. (www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=39147&Cr=asylumCr1/#.WZ65JRhh3Vo dernier accès le 24 août 2017).
29. Arthur Neslen, "EU urged to end cooperation with Sudan after refugees whipped and deported." The *Guardian*, 23 February 2017. www.theguardian.com/global-development/2017/feb/27/eu-urged-to-end-cooperation-with-Sudan- after-refugees-whipped-and-deported?CMP=share_btn_tw Dernier accès le 28 février 2017). Voir également Suliman Baldo, "Border Control from Hell: How the EU's Migration Partnership Legitimizes Sudan's 'militia state'." Enough Project, April 2017. (https://enoughproject.org/files/BorderControl_April2017_Enough_Finals.pdf dernier accès le 12 octobre 2017).

Récemment, le gouvernement soudanais a donné mandat aux Forces d'Appui Rapide (RSF), qui relèvent du commandement des Services Nationaux de Renseignement et de Sécurité (NISS), pour une partie du contrôle aux frontières, mais les ordres précis sous lesquels les RSF opèrent ne sont pas connus.[30]

Toutefois, pour beaucoup d'Erythréens (et autres) réfugiés, l'Ethiopie et le Soudan sont — ou sont perçus comme – des lieux de transit, et non des destinations finales. Des dizaines de milliers d'Erythréens sont allés en Israël depuis la fin des années 2000, même si la route qui traverse le Sinaï par terre est devenue quasiment impraticable ces dernières années – en partie à cause des niveaux élevés de traite et de violence associés à cette route, mais surtout suite au resserrement de la frontière par Israël (et aux restrictions accrues pour les demandeurs d'asile).[31] De plus en plus, les Erythréens tentent de se rendre en Europe en passant par le Soudan et la Libye ou l'Egypte, rejoignant les demandeurs d'asile et les migrants africains d'autres nationalités qui font le voyage, empruntant ce qui est désormais connu sous le nom de « Route de la Méditerranéenne centrale » vers l'Europe.

Combien de ces Erythréens qui partent pour l'Ethiopie et le Soudan prévoient d'aller plus loin, et combien parmi ceux-ci y parviennent réellement ? il est difficile de formuler une estimation. Les recherches indiquent toutefois que ce nombre est important. Kibraeb notait en 2013 qu'en quittant l'Erythrée, « Presque tous les demandeurs d'asile après l'indépendance » qui partent pour le Soudan ne prévoient pas d'y rester. [32] Une étude entreprise en 2014 par Samuel Hall Consulting suggérait que plus de 80 % des Erythréens vivant dans des camps de réfugiés en Ethiopie interrogés indiquaient qu'ils prévoyaient de poursuivre leur route.[33] Une étude menée par Amnesty International expose les mêmes résultats, à savoir que presque deux-tiers des Erythréens en Ethiopie avaient quitté l'Ethiopie en 2015 avec, pour beaucoup, le projet de rejoindre l'Europe.[34]

Des voyages périlleux

La plupart des Erythréens qui quittent le pays le font illégalement, car très peu de ceux qui ont moins de 50 ans arrivent à obtenir l'autorisation de sortie ou le visa requis.[35] Une fois qu'une personne a quitté le pays illégalement, il devient alors dangereux pour elle de revenir car « partir clandestinement ou fuir le recrutement du service national est perçu comme un acte de défection, une trahison et une dissidence politique pouvant

30. Ibid., et Amnesty International, "Human rights impacts and risks associated with the Khartoum Process." Submission to the UK All-Party Parliamentary Group for Sudan and South Sudan, October 2016. (www.amnesty.org/en/documents/afr54/5337/2016/en/ dernier accès le 8 février 2017).
31. Voir International Refugee Rights Initiative, "'I was left with nothing': 'Voluntary' departures of asylum seekers from Israel to Rwanda and Uganda," September 2015. (www.refugee-rights.org/Publications/Papers/2015/IWasLeftWithNothing.pdf dernier accès le 5 octobre 2017); Human Rights Watch, "'I Wanted to Lie Down and Die': Trafficking and Torture of Eritreans in Sudan and Egypt." février 2014. (www.hrw.org/report/2014/02/11/i-wanted-lie-down-and-die/trafficking-and-torture-Eritreans-Sudan-and-egypt dernier accès le 24 février 2017). (HRW 2014).
32. Kibreab 2013, p. 640.
33. Samuel Hall Consulting, 2014.
34. Amnesty International, "Tackling the Global Refugee Crisis: From Shirking to Sharing Responsibility." London, 2016. (www.amnesty.org/en/documents/pol40/4905/2016/en/ dernier accès le 12 octobre 2017).
35. Human Rights Council, "Detailed findings of the commission of inquiry on human rights in Eritrea." A/HRC/32/CRP.1, 8 juin 2016, p. 15, 22. (www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIEritrea/A_HRC_32_CRP.1_read-only.pdf).

entraîner une condamnation sérieuse contre les migrants eux-mêmes et les membres de leurs familles par les autorités érythréennes. »[36]

Comme il est en général impossible de quitter le pays légalement, nombreux sont ceux qui quittent l'Erythrée en devant faire appel à l'aide d'un passeur et « le trafic de migrants est donc enraciné au cœur de la survie dans le pays dans son contexte actuel. »[37] Le recours à des passeurs se poursuit tout au long du voyage. Europol estime que 90 % des 1,1 millions de migrants et de réfugiés qui sont entrés irrégulièrement en Europe en 2015 l'ont fait avec l'aide de passeurs,[38] tandis qu'une étude de l'European Migration Network fournit une estimation de 100 %.[39]

Nombreux sont ceux qui quittent l'Erythrée en devant faire appel à l'aide d'un passeur.

Si le trafic de personnes est illégal, ceux qui font appel à des passeurs le font, par définition, par choix. Dans cette perspective, et comme le présent rapport le montre, les passeurs sont souvent effectivement vus comme des agents de voyage ou des prestataires de services – voire même éventuellement des humanitaires – dans la mesure où ils aident des personnes à fuir le pays et ensuite à continuer leur voyage. Comme l'a fait remarquer Reitano, « les passeurs sont essentiellement recrutés pour protéger les migrants des Etats prédateurs. »[40] Toutefois, et comme nous allons le montrer dans ce rapport, les passeurs se retournent souvent contre leurs clients au cours du voyage, ou les enlèvent et les brutalisent pour extorquer de l'argent à leurs proches en échange de la poursuite de leur voyage.

Il faut souligner que le trafic et la traite des personnes sont deux crimes différents qui sont souvent confondus. Les trois principales différences entre le trafic et la traite s'articulent autour des questions de consentement, d'exploitation et de

36. Christopher Horwood with Kate Hooper, "Protection on the move: Eritrean refugee flows through the greater Horn of Africa." Migration Policy Institute, September 2016, p.9. (https://www.migrationpolicy.org/research/protection-move-eritrean-refugee-flows-through-greater-horn-africa dernier accès le 21 février 2017).
37. Tuesday Reitano, Peter Tinti, Mark Shaw and Lucia Bird, "Integrated Responses to Human Smuggling from the Horn of Africa to Europe." The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, mai 2017. (http://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2017/05/global-initiative-human-smuggling-from-the-horn-of-africa-Mai- 2017-web.pdf dernier accès le 5 octobre 2017). (Reitano et al 2017)
38. Europol, "Europol launches the European migrant smuggling centre", Press Release, 22 février 2016. (www.europol.europa.eu/newsroom/news/europol-launches-european-migrant-smuggling-centre dernier accès le 23 février 2017).
39. European Migration Network, "A Study on Smuggling of Migrants: characteristics, responses and cooperation with third countries", European Commission, DG Migration and Home Affairs, 2015. (https://emnbelgium.be/publication/study-smuggling-migrants-characteristics-responses-and-cooperation-third- countries-emn dernier accès le 23 février 2017).
40. Tuesday Reitano, "The Khartoum Process: A sustainable response to human smuggling and trafficking?" Institute for Security Studies and The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, November 2016. (https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/policybrief93.pdf). Voir aussi Peter Tinti and Tuesday Reitano, *Migrant, Refugee, Smuggler, Saviour*, Hurst, 2016.

transnationalité.[41] Tout d'abord, bien que le trafic de personnes se déroule souvent dans des conditions dangereuses et humiliantes, il implique le consentement des migrants – même si ce consentement peut provenir d'un manque de meilleures alternatives. Par contraste, ceux qui sont victimes de traite n'ont pas consenti. Deuxièmement, en théorie, la traite doit normalement se terminer avec l'arrivée des migrants à destination, alors que le trafic implique habituellement une exploitation qui se poursuit, soit pendant le voyage des migrants ou une fois à destination. Enfin, le trafic, par définition, est toujours transnational, tandis que la traite peut avoir lieu au sein d'un même pays.

Malgré la distinction entre les définitions juridiques du trafic et de la traite, la différence entre les deux infractions peut se brouiller dans les cas de trafic avec circonstances aggravantes. Il s'agit de cas de trafic où les vies des migrants sont mises en danger, ou de cas de trafic qui impliquent un traitement inhumain ou dégradant.[42]

Le trafic et la traite, aussi bien à l'intérieur qu'en provenance de la Corne de l'Afrique, sont devenus extrêmement sophistiqués, lucratifs, et répondent à des changements de contexte politique. Ainsi, depuis la fin des années 2000, l'Italie et la Libye ont signé un certain nombre d'accords bilatéraux pour accroître leurs efforts de coopération afin de prévenir la migration irrégulière à partir de l'Afrique.[43] Ceux-ci ont amené l'Italie à renvoyer les réfugiés qui traversent la Méditerranée en Libye et des études ont établi un lien entre le début de ces renvois et le début du trafic de personnes dans le Sinaï.[44]

Entre 2009 et 2013, on estime de 25 000 à 30 000 le nombre de victimes de traite dans le Sinaï, dont beaucoup ont été soit prises en passant par le Soudan, soit enlevées dans des camps de réfugiés près de la ville de Kassala dans l'est du Soudan, avant d'être remises à des Egyptiens qui pratiquent la traite.[45] Les récits font entrevoir une collusion entre les forces de sécurité soudanaises et égyptiennes, les auteurs de traite se trouvant au niveau des postes de contrôle et de police.[46] Les récits relatent aussi une implication de militaires du gouvernement érythréen faisant partie de l'Unité de Surveillance des Frontières.[47] Une estimation basse de la valeur totale des rançons payées pendant cette période donne un chiffre de 600 millions de dollars US.[48]

41. UNODC, « Traite des personnes et trafic de migrants" (www.unodc.org/lpo-brazil/en/trafico-de-pessoas/index.html). Pour la définition du trafic en droit international, voir l'Art. 3 du « Protocole sur le trafic des migrants par terre, air et mer, qui vient compléter la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Protocole sur la traite des personnes) ,15 novembre 2000, Assemblée Générale des Nations Unies. Pour la définition de la traite des personnes en droit international, voir le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui est un Protocole additionnel de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. 15 novembre 2000. (Protocole des Nations Unies sur le trafic, 2000).
42. Protocole des Nations Unies sur le trafic, 2000, Art. 6.
43. Pour plus d'information sur le contexte, voir Mariagiulia Giuffré, "State Responsibility Beyond Borders: What Legal Basis for Italy's Push-backs to Libya?" International Journal of Refugee Law 24:4 (2012), p. 692–734.
33. Mirjam van Reisen, Meron Estefanos and Conny Rijken "Human Trafficking in the Sinai: Refugees between Life and Death," Tilburg University and Europe External Policy Advisors, 2012, p. 13-14; and Mirjam van Reisen, Meron Estefanos and Conny Rijken, "The Human Trafficking Cycle: Sinai and Beyond." Wolf Legal Publishers, 2014.
45. HRW 2014
46. Ibid.
47. van Reisen et al, 2014.
48. van Reisen et al, 2014.

Lorsque le gouvernement israélien a fermé hermétiquement sa frontière avec le Sinaï, en 2011-12, les routes du trafic et de la traite à partir de l'Ethiopie et du Soudan ont réouvert vers l'ouest et les Erythréens ont entrepris leur périlleux voyage à travers le Désert du Sahara vers la Libye.[49]

Les Rashaida, un groupe nomade qui vit en Erythrée et dans l'est du Soudan, sont impliqués dans la traite et le trafic dans cette zone. Ils auraient enlevé contre rançon des Erythréens fuyant vers le camp de Shagarab au Soudan, avec une certaine impunité et apparemment sans crainte de poursuites judiciaires de la part des forces de l'ordre de chaque côté de la frontière. Comme l'indique SIHA : "L'enlèvement de réfugiés est devenu une activité viable génératrice de revenus pour les Rashaida. »[50] Toutefois, une personne interrogée dans le cadre de cette recherche a déclaré que traditionnellement, les Rashida ont montré beaucoup de sympathie à l'égard des personnes qui fuyaient, partageant leurs modestes ressources avec ceux qui sont sur la route, par conséquent il convient d'être prudent.[51]

Plus loin sur la route, la récente instabilité en Libye a représenté à la fois une opportunité et une menace pour les personnes qui cherchent à atteindre l'Europe – une opportunité dans la mesure où cela crée un espace non réglementé où les personnes peuvent circuler « irrégulièrement », mais une menace, car cette même absence de réglementation permet leur exploitation en toute impunité. En se basant sur des sondages anonymes réalisés aux lieux d'arrivée dans le sud de l'Italie, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a conclu que pratiquement les trois-quarts (71) des migrants qui ont pris les routes de la Méditerranée centrale ont été confrontés à une certaine forme d'exploitation et de pratique qui pourrait s'apparenter à de la traite des êtres humains.[52] Les centres de détention administrés par des milices libyennes ont été décrits comme « quasiment des camps de travail forcé et des prisons de fortune, »[53] où sont généralement observées de longues périodes de détention arbitraire, dans des conditions inhumaines.[54]

Si les migrants survivent à ces périls, ils prennent alors la route quittant la Libye pour l'Europe, en passant par la Méditerranée centrale, actuellement considérée comme la plus dangereuse et la plus mortelle des routes de migration sur la planète. Selon l'OIM, plus de

49. HRW, 2014.
50. SIHA, "A report to the Commission of Inquiry on human rights in Eritrea." May 2015. (http://www.sihanet.org/publications/a-report-to-the-commission-of-inquiry-on-human-rights-in-eritrea/ dernier accès le 1er mars 2017).
51. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017.
52. IOM, "Abuse, Exploitation and Trafficking: IOM reveals data on the scale of the danger and risks that migrants face on the Mediterranean routes to Europe." 18 October 2016. (http://unitedkingdom.iom.int/abuse-exploitation-and-trafficking-iom-reveals-data-scale-danger-and-risks-migrants-face dernier accès le 22 février 2017).
53. UNICEF, "A deadly journey for children: The Central Mediterranean migration route." UNICEF-Child Alert, 28 February 2017. (www.unicef.de/blob/135970/6178f12582223da6980ee1974a772c14/a-deadl-journey-for-children--- unicef-report-data.pdf dernier accès le 28 février 2017).
54. "Detained Youth: The fate of young migrants, asylum seekers and refugees in Libya today." MHub, July 2015. (www.mixedmigrationhub.org/wp-content/uploads/2015/09/MHUB_Naik_Libya_Detention_Sep2015.pdf dernier accès le 22 février 2017).

14 500 personnes sont mortes en tentant de traverser la Méditerranée à partir de la Libye depuis 2014.[55]

Le rôle des acteurs publics

L'un des défis majeurs de la lutte contre la traite est la collaboration présumée entre les auteurs de la traite et les membres des forces de sécurité, les militaires et la police.[56] Comme le remarque l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée, « opérer en tant que passeur et faciliter le mouvement à travers les frontières les plus controversées de la région demande des capacités de corruption de haut niveau ou l'implication directe d'agents de l'Etat. »[57]

L'implication de fonctionnaires soudanais, érythréens et égyptiens – aussi bien de simples bureaucrates, que des fonctionnaires de haut rang – dans le trafic et la traite a été démontrée. SIHA, par exemple, avance que « les réseaux de traite d'êtres humains et les réseaux de passeurs opérant au Soudan, en Erythrée et en Egypte sont dirigés par de hauts fonctionnaires gouvernementaux et de hauts militaires de ces trois pays. Ces réseaux s'étendent de ces pays jusqu'en Europe et en Asie. Ces réseaux de trafic et de traite sont solides, rentables, bien implantés et protégés. »[58] Il est certain que leur réussite financière actuelle est énorme : EUROPOL a estimé qu'en 2015, les passeurs qui ont amené des migrants en Europe ont probablement rapporté jusqu'à 6 milliards d'euros.[59]

Dans ces conditions, il est extrêmement difficile de résoudre le problème de la traite des personnes. En effet, mettre un terme à l'impunité des auteurs de traite, et à la pratique elle-même, constitue un véritable défi, dans la mesure où la traite est profondément intriquée dans les modes de gouvernance et les affaires de la région.

Contexte politique

Les dirigeants politiques de la sous-région (IGAD), sur le continent (UA) et au-delà (ONU) s'accordent sur le fait que la situation actuelle de la migration mixte au sein et à partir de la région constitue un problème et un défi auquel il faut répondre. Toutefois, le consensus est plus ténu lorsqu'il s'agit de définir le cœur du problème. Est-ce la migration à grande échelle, et si tel est le cas, son impact (sécurité, stabilité, viabilité, etc.) sur les pays d'accueil, ou le risque d'une migration continuelle vers l'Europe ? Est-ce la violation des droits de l'Homme des migrants et des réfugiés, ou la situation dans la région dans son ensemble, ou une combinaison de ces éléments ? De même, il n'existe pas de consensus clair sur les objectifs politiques poursuivis dans la lutte contre ce problème : est-ce essentiellement pour

50. IOM, "Abuse, Exploitation and Trafficking: IOM reveals data on the scale of the danger and risks that migrants face on the Mediterranean routes to Europe." 18 October 2016. (http://unitedkingdom.iom.int/abuse-exploitation-and-trafficking-iom-reveals-data-scale-danger-and-risks-migrants-face dernier accès le 22 février 2017).
51. IOM, "The Central Mediterranean Route: Migrant Fatalities, January – July 2017." (https://gmdac.iom.int/the-central-mediterranean-route-migrant-fatalities-january-july-2017 dernier accès le 5 octobre 2017).
52. Voir, par exemple, van Reisen et al, 2014.
53. Reitano et al 2017, p. vii.
58. SIHA, 2015.
59. Thomas Escritt, "People-smuggling gangs net 6 billion euros in migrant traffic to Europe: Europol". Reuters, 22 February 2016 issue. (http://uk.reuters.com/article/uk-europe-migrants-europol-idUKKCN0VV1LR dernier accès le 21 février 2017).

gérer (et contrôler) la migration, pour protéger les migrants et les réfugiés, ou pour amener un changement durable qui viendrait modifier profondément les causes politiques et économiques des formes actuelles de migration mixte ? Ces questions sont importantes, dans la mesure où des perceptions et des objectifs divergents façonnent la prise de décision et la mise en œuvre des politiques. A la lumière de tous ces éléments, ce rapport explore les liens entre les mesures de contrôle de la migration de l'UE et les réalités de la migration sur le terrain, en tentant d'examiner certaines des hypothèses principales sur lesquelles ces politiques sont basées. Toutefois, avant de présenter ces hypothèses, il est important de comprendre l'évolution du récent engagement de l'UE auprès des pays de la Corne de l'Afrique en matière de gestion de la migration.

L'engagement de l'UE

L'influence des politiques européennes sur les mesures de contrôle des frontières est évidente depuis des décennies. Toutefois, la visibilité et l'ampleur des personnes arrivant en Europe par bateau depuis 2014 ont entraîné toute une série de réponses supplémentaires de la part des pays européens, et un certain nombre d'initiatives bilatérales et multilatérales ont été mises en place avec l'intention à terme de diminuer le nombre de personnes qui tentent d'atteindre les frontières de l'Europe.

L'influence des politiques européennes sur les mesures de contrôle des frontières est évidente depuis des décennies

En novembre 2014, les ministres des 28 Etats membres de l'UE, l'Erythrée, l'Ethiopie, la Somalie, le Soudan du Sud, le Soudan, Djibouti, le Kenya, l'Egypte et la Tunisie, les commissaires de l'UE et de l'UA chargés de la migration et du développement, ainsi que le Haut Représentant de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique en matière de sécurité, et les observateurs de la Suisse et de la Norvège, se sont réunis à Rome pour lancer l'Initiative sur la Route de la Migration UE-Corne de l'Afrique, généralement connue comme le processus de Khartoum.[60] Le processus de Khartoum est un « cadre de consultation intercontinental »,[61] destiné à affronter les « défis que constituent les flux de migration mixte de migrants irréguliers, de réfugiés et de demandeurs d'asile, entre les pays d'origine, de transit et de destination entre la Corne de l'Afrique et l'Europe. »[62]

60. "Declaration of the Ministerial Conference of the Khartoum Process (EU-Horn of Africa Migration Route Initiative)." Rome, 28 novembre 2014. (http://italia2014.eu/media/3785/declaration-of-the-ministerial-conference-of-the-khartoum- process.pdf dernier accès le 12 Octobre 2017). (Déclaration de Rome). L'Ouganda a rejoint le processus de Khartoum en juillet 2017. Voir Newsletter sur le Processus de Khartoum, "Uganda becomes an official member of the Khartoum Process." 5 October 2017. (www.khartoumprocess.net/news-and-events/newsletter/issue-1/59-uganda- becomes-an-official-member-of-the-khartoum-process dernier accès le 12 octobre 2017).
61. Processus de Khartoum (site Internet), "About". (www.khartoumprocess.net/about/the-khartoum-process Dernier accès le 12 octobre 2017).
62. Déclaration de Rome, p. 2.

Le processus de Khartoum a vu le jour un mois après la mise en place à Khartoum d'une initiative de l'Union Africaine, l'Initiative UA-Corne de l'Afrique sur la traite des personnes et le trafic des migrants. Même s'il y a eu un chevauchement non négligeable – et que, dans une certaine mesure, les initiatives ont créé des processus parallèles – l'initiative de l'UA avait une portée plus large, répondant à la recrudescence de la migration irrégulière dans et à partir de la Corne de l'Afrique, du Moyen Orient, de l'Europe et au-delà. De plus, « la transition entre les deux initiatives a entraîné un changement notable, l'attention se portant davantage sur des politiques beaucoup plus sécuritaires de promotion du contrôle des frontières, que sur des interventions axées sur le développement. »[63]

Le Sommet de La Valette sur la migration de 2015 s'est appuyé sur le processus de Khartoum et a abouti à l'adoption du Plan d'action de La Valette et au lancement d'un Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'UE. Le Plan d'action a été conçu « pour s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière et des déplacements forcés ; stimuler la coopération en matière de migration légale et de mobilité ; renforcer la protection des migrants et des demandeurs d'asile ; prévenir et lutter contre la migration irrégulière, le trafic de migrants et la traite des êtres humains ; et travailler plus étroitement à l'amélioration de la coopération pour le retour, la réadmission et la réintégration. »[64]

Le Fonds d'affectation spéciale d'urgence est conçu pour appuyer la mise en œuvre du Plan d'action de La Valette, tandis que le cadre du processus de Khartoum avait pour mandat de contrôler sa mise en œuvre dans le contexte de la Corne de l'Afrique.[65] Au total, 878,8 millions d'euros ont été affectés spécialement pour la Corne de l'Afrique, afin de remédier aux causes profondes, d'améliorer les conditions des réfugiés, des PDI et des communautés d'accueil, et de renforcer la gestion de la migration jusqu'en 2020.[66] Le travail du Fonds d'affectation spéciale d'urgence est étayé par une Structure de recherche et de preuve, destinée à créer une base de données d'évaluation des activités.[67]

Avec l'appui du Fonds d'affectation spéciale d'urgence, et dans le cadre et sous le contrôle du processus de Khartoum, plusieurs initiatives régionales et nationales ont été créées.[68] Ainsi, 40 millions d'euros ont été affectés au projet « Meilleure Gestion de la Migration » (MGM), opéré par un consortium dirigé par l'Agence allemande de développement (GIZ), en partenariat avec des organisations dont l'OIM et l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC).[69]

63. Reitano et al 2017.
64. Commission Européenne, « Sommet de La Valette sur la Migration. » 11 – 12 novembre 2015. (www.consilium.europa.eu/en/meetings/international-summit/2015/11/11-12/ Dernier accès le 4 mars 2017)
65. La plateforme du Processus de Rabat est chargée de contrôler et rendre compte de la mise en œuvre du Plan d'action de La Valette dans le contexte ouest-africain. Voir le processus de Khartoum, "What is the Joint Valletta Action Plan?" (www.khartoumprocess.net/jvap-monitoring/about dernier accès le 12 octobre 2017).
66. Voir le processus de Khartoum, "The EU Emergency Trust Fund for Africa (EUTF)." (www.khartoumprocess.net/operations/36-the-eu-emergency-trust-fund-for-africa-eutf Dernier accès le 12 octobre 2017).
67. Voir www.soas.ac.uk/ref-hornresearch/. Structure dirigée par Dr. Laura Hammond, SOAS, University of London.
68. Accessibles sur le site Internet du processus de Khartoum : www.khartoumprocess.net (Dernier accès le 12 octobre 2017).

Parmi les autres initiatives, on peut citer les « Programmes régionaux de développement et de protection » (PRDP) mis en place pour « répondre aux besoins de développement et de protection à long terme » des réfugiés au Kenya, en Ethiopie, en Ouganda, en Somalie et au Soudan (pour un total de 117 millions d'euros), et pour « endiguer la migration irrégulière dans le nord et le centre de l'Ethiopie » (SINCE en anglais), un projet destiné à améliorer « les conditions de vie des migrants potentiels et des personnes rapatriées » (20 millions d'euros).[70]

En décembre 2016, l'UE a également signé deux contrats avec l'IGAD, financés par le biais du Fonds d'affectation spéciale d'urgence pour l'Afrique de l'UE.[71] Dans le cadre de ce premier contrat, 1,4 millions d'euros ont été affectés au renforcement des capacités de l'IGAD à promouvoir la « résilience » dans la Corne de l'Afrique. Le deuxième contrat, d'un montant de 3,6 millions d'euros, était destiné à faciliter la mise en place d'un régime de liberté de mouvement entre les membres de l'IGAD, afin de « promouvoir la régularisation du volume élevé de mouvements informels qui ont lieu actuellement. »[72]

La plupart de ces initiatives en sont actuellement aux premiers stades de la mise en œuvre,[73] et il convient de noter que ce rapport n'a pas pour objectif de faire une évaluation ou une critique de l'une d'entre elles en particulier. Ces projets sont très différents, beaucoup d'entre eux en sont encore au stade de l'élaboration et leur mise en œuvre complète va prendre du temps et revêtir différentes formes. En revanche, le présent rapport étudie les expériences de migrants érythréens en relation avec l'approche générale qui sous-tend le processus de Khartoum.

Le processus de Khartoum comme modèle de partenariat

Toutefois, la question est de savoir si le processus de Khartoum tel qu'il existe actuellement est adapté pour répondre aux « défis posés par les flux de migration irrégulière, de réfugiés et de demandeurs d'asile entre les pays d'origine, de transit et de destination entre la Corne de l'Afrique et l'Europe. »[74]

69. Processus de Khartoum, "The EU Emergency Trust Fund for Africa (EUTF)." (www.khartoumprocess.net/operations/36-the-eu-emergency-trust-fund-for-africa-eutf Dernier accès le 12 octobre 2017).
70. IGAD, "IGAD and EU Commit to Drought Resilience and Free Movement of Persons in the IGAD Region," 13 December 2016, (https://igad.int/executive-secretary/1449-igad-and-eu-commit-to-drought-resilience-and-free-movement-of- persons-in-the-igad-region Dernier accès le 25 août 2017).
71. IGAD, "Concept Paper: National Consultations Towards the IGAD Protocol on Free Movement of Persons in the IGAD Region" August 2017.
72. Voir, par exemple, BMM, June 2017; Khartoum Process, "Bilateral National level cooperation: Ethiopia and Italy – SINCE." Khartoum Process Newsletter, issue 1.
73. Déclaration de Rome, 2.
74. Les articles 2(c) et 10(2) du Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, qui est un Protocole additionnel de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (le Protocole de Palerme), 2237 UNTS 319 (entrée en vigueur le 25 Dec. 2003), et les articles 2 et 14 du Protocole sur le trafic des migrants par terre, air et mer, viennent compléter la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Protocole sur la traite des personnes), 2241 UNTS 507 (entrée en vigueur 28 Jan. 2004).

Plusieurs éléments caractéristiques du modèle de partenariat sous-tendant le processus de Khartoum méritent d'être précisés ici. En premier lieu, le processus de Khartoum est essentiellement centré sur les Etats dans la conception de sa politique : il a été développé et mis en œuvre à un niveau ministériel, avec la participation d'organisations internationales, mais quasiment sans aucun autre engagement. En second lieu, il a une approche essentiellement instrumentaliste : la réponse aux problèmes identifiés se fait habituellement par le biais de projets qui suivent la logique des projets, avec des interventions spécifiques destinées à produire des résultats spécifiques pour des groupes ciblés, dans un temps donné, en utilisant des outils d'évaluation de projets.

En troisième lieu, le processus de Khartoum est basé sur une économie politique problématique : la coopération en matière de gestion de la migration fournit des incitations politiques et économiques aux Etats partenaires, dont la plupart sont impliqués dans des violations des droits de l'Homme en général, et des droits des réfugiés en particulier, ainsi que dans la traite des êtres humains, changeant de ce fait la nature de leurs relations.

En quatrième lieu, il est « contenu » à un niveau régional : les problèmes sont dépeints comme étant régionaux, nécessitant des solutions régionales, et non comme une préoccupation mondiale et une responsabilité mondiale. Dans un tel paradigme, les acteurs internationaux, tels que l'UE, aident les partenaires à trouver des solutions à leurs problèmes « locaux ».

Enfin, le modèle de partenariat sur lequel est agencé le processus de Khartoum est avant tout motivé par les exigences et intérêts européens, créant ainsi une asymétrie où l'UE et les Etats européens financent et fournissent divers services et autres bénéfices en échange de la mise en place d'une gestion migratoire. Dans cette équation, les Etats de la Corne de l'Afrique sont incités à prioriser les intérêts économiques et politiques, plutôt que d'entreprendre les réformes fondamentales indispensables pour combattre les causes profondes de la migration mixte. Ce risque est particulièrement prononcé à cause du manque de responsabilisation politique et de l'absence de représentation de ceux (migrants et réfugiés) dont les droits sont en jeu. Comme indiqué ci-dessus, les politiques migratoires menées par l'UE et par les Etats européens dans la Corne de l'Afrique ont aussi éclipsé de précédentes initiatives africaines.

Ce modèle, qui se reflète aussi bien dans le processus de Khartoum que dans les Protocoles de lutte contre la traite et le trafic des personnes,[75] est basé sur l'hypothèse que la coopération des Etats et des organisations internationales offre la solution au problème identifié, à savoir le trafic et la traite des êtres humains et la migration mixte à grande échelle d'une manière plus générale. Cette approche tend à traiter le mouvement transfrontalier, sous la forme de trafic et de traite, comme une question d'application de la loi plutôt qu'un symptôme de problèmes de gouvernance profondément enracinés.

75. Articles 2(c) and 10(2) du Protocole Additionnel à la Convention des Nations Unies Contre la Criminalite Transnationale Organisée Visant a Prévenir, Réprimer et Punir la Traite des Personnes en Particulier des Femmes et Enfants (entré en vigueur 25 Dec. 2003), et Articles 2 and 14 du Le protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée (entré en vigueur 28 Jan. 2004).

Si l'application de la loi est une partie importante du puzzle, elle ne reconnait pas suffisamment et ne tient pas assez compte de la façon dont les Etats partenaires sont responsables de la migration forcée et des violations des droits de l'Homme (et des droits des réfugiés en particulier). En revanche, les difficultés rencontrées par les Etats sont identifiées comme un manque de capacité en termes de politiques, de lois et d'institutions dans les domaines concernés. Pourtant, le fait d'axer l'action uniquement sur un renforcement ciblé, étroit des capacités réduit la lutte contre la traite et le trafic à un exercice technocratique d'application de la loi. Il fait fi du rôle des pouvoirs publics dans les conflits armés, de la discrimination et des violations des droits de l'Homme, y compris de ceux qui, comme la limitation du droit de quitter son pays, sont des facteurs majeurs du maintien de la demande de trafic et de complicité de traite. Le renforcement des capacités en matière d'application de la loi et de justice pénale est insuffisant dans des systèmes qui se caractérisent par des carences systémiques et une absence de volonté politique.

Au Soudan, par exemple, le RSF paramilitaire a pris une part de responsabilité dans les contrôles aux frontières.[76] Les personnes faisant l'objet de trafic et de traite sont confrontées à des sanctions et au refoulement, sans aucun processus d'évaluation de leurs besoins de protection ou de protection contre le *refoulement*. En outre, il y a de graves préoccupations sur la sélection et l'équité des procès dans les tribunaux spéciaux au Soudan, avec des personnes soupçonnées de traite qui peuvent être condamnées à mort pour tout un ensemble de crimes. La lutte contre la traite devient immanquablement politique dans ce contexte, les autorités soudanaises cherchant à démontrer leur efficacité tout en fonctionnant au sein d'un système connu pour son manque de respect de l'état de droit.[77]

La politique de l'UE et des Etats européens en matière de migration dans la Corne de l'Afrique a fait de l'ombre aux initiatives précédentes sous l'égide de l'Afrique.[78] Le modèle de partenariat qui en résulte est largement dirigé par les intérêts et les demandes de l'Europe et est asymétrique, l'UE et les pays de l'UE fournissant le financement, les services et d'autres avantages, en échange de la mise en œuvre de la gestion de la migration. Cette équation incite les Etats de la Corne de l'Afrique à donner la priorité aux intérêts économiques et politiques plutôt que d'entreprendre les réformes fondamentales requises pour s'atteler aux causes profondes de la migration mixte. Ce risque est particulièrement prononcé en raison de l'absence de véritable obligation redditionnelle démocratique et de représentation de ceux (migrants et réfugiés) dont les droits sont en jeu.

76. Baldo, 2017.
77. Lutz Oette, 'The Khartoum Process policy of engagement and human rights protection in Soudan: Written Evidence submitted by the Centre for Human Rights Law to the UK All Parliamentary Group on Sudan and South Sudan Inquiry on UK-Sudan relations – Consequences of Engagement, 2016. (www.soas.ac.uk/human-rights-law/file114315.pdf Dernier accès le 10 août 2017).
78. Reitano, 2016

Méthodologie et littérature

Ces préoccupations constituent le cadre de ce compte-rendu, qui vise précisément à les examiner à la lumière des données collectées pendant cette recherche. Nous nous appuyons sur la littérature qui étudie, selon différentes perspectives, les relations entre les politiques migratoires et les réalités de la migration sur le terrain, ainsi que les capacités des politiques migratoires à influencer les schémas et les tendances en matière de migration. L'« efficacité » des politiques migratoires, notamment, a fait l'objet de nombreux débats au cours des dernières décennies. Si nombre de spécialistes et de chercheurs affirment que les politiques migratoires échouent souvent à influer sur les flux migratoires d'autres, en revanche, suggèrent qu'elles y parviennent.[79] Plusieurs études ont également passé en revue, de façon plus précise, la façon dont les politiques migratoires influent sur les processus de prise de décision des migrants, remettant en question le fait que les politiques restrictives puissent empêcher le mouvement des migrants.[80]

L'« efficacité » des politiques migratoires, notamment, a fait l'objet de nombreux débats au cours des dernières décennies.

Dans un contexte de « crise des réfugiés » en Europe et de déplacement de masse à partir de l'Erythrée depuis le début des années 2000, un certain nombre d'études ont été réalisées sur la migration dans et à partir de la Corne de l'Afrique dans son ensemble, et sur les réfugiés érythréens et les communautés de la diaspora en particulier. La question la plus fréquemment posée par les chercheurs est peut-être de savoir si les personnes qui émigrent depuis l'Erythrée sont « de vrais réfugiés », selon les définitions et normes établies en droit international relatif aux réfugiés.[81] Les ONG et les chercheurs ont très souvent cherché à expliquer la raison pour

79. Pour un aperçu des principaux arguments sur cette question, ainsi qu'une critique, voir Mathias Czaika et Hein de Haas, "The effectiveness of immigration policies." *Population and Development Review* 39:3 (2013), p. 487-508.
80. Dans le contexte de l'Erythrée et de la Corne de l'Afrique, cette recherche comprend : J. Hagen-Zanker et R. Mallett, "Journeys to Europe: the role of policy in migrant decision-making." Overseas Development Institute, 2016 (file:///C:/Users/lucy/Downloads/journeys-to-europe-report.pdf Dernier accès le 8 août 2017); Milena Belloni, "Refugees as Gamblers: Eritreans Seeking to Migrate Through Italy," *Journal of Immigrant & Refugee Studies*, 14:1 (2016), p. 104-119; Richard Mallett, Jessica Hagen-Zanker, Nassim Majidi et Clare Cummings, "Journeys on hold: How policy influences the migration decisions of Eritreans in Ethiopia." Overseas Development Institute, 2017 (www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/resource-documents/11336.pdf Dernier accès le 8 Août 2017); Milena Belloni, "Refugees as Gamblers: Eritreans Seeking to Migrate Through Italy," Journal of Immigrant & Refugee Studies, 14:1, 2016, p. 104-116.
81. Kibreab 2013; SIHA 2015; Amnesty International, "Just Deserters: Why Indefinite National Service in Eritrea Has Created a Generation of Refugees." December 2015; Andreas Holm Røsberg et Kjetil Tronvoll. "Migrants or Refugees? The internal and external drivers of migration from Eritrea." ILPI, February 2017. (https://www.udi.no/globalassets/global/forskning-fou_i/asylmottak/migrants-or-refugees-internal-and-external-drivers-of-migration-from-eritrea.pdf Dernier accès le 17 août 2017); (ILPI 2017) Clare Cummings, Julia Pacitto, Diletta Lauro, et Marta Foresti, "Why people move: understanding the drivers and trends of migration to Europe." Overseas Development Institute, December 2015 (www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/10157.pdf Dernier accès le 18 août 2017); Mogos O. Brhane., "Understanding why Eritreans go to Europe." Forced Migration Review, January 2016, 34-35.

laquelle un si grand nombre d'Erythréens continuent à quitter leur terre natale et quelle devrait être la réponse la plus appropriée des pays voisins, et de l'UE, à leur égard.

La question de savoir si les Erythréens sont « poussés » à fuir suite aux persécutions et aux abus dans leur pays, ou s'ils quittent leur pays à cause de « facteurs attractifs » dans les pays voisins et en Europe, a été largement débattue. Si la distinction entre les facteurs qui « poussent » et ceux qui « attirent » est rarement claire, la plupart des études empiriques soulignent le rôle des premiers dans le contexte de l'Erythrée. Comme Kibreab l'indique :

> *Bien que la fuite de dizaines de milliers de demandeurs d'asile et de réfugiés érythréens après l'indépendance ait été motivée par l'interaction de facteurs politiques, économiques, sociaux et environnementaux inextricablement liés, de violations des droits de l'Homme, et d'une aspiration forte à profiter d'opportunités perçues ou réelles ailleurs, les principaux déterminants ont été l'impact des NS [service national] et WYDC [Campagne pour le Développement Warsai-Yikealo] indéfinis et sur les moyens de subsistance et le bien-être des* agelglot *[personnes qui font leur service] et de leurs familles.*[82]

Les organisations des droits de l'Homme ont également régulièrement avancé que le triste bilan de l'Erythrée en matière de droits de l'Homme est l'une des raisons majeures de la migration de masse à partir de ce pays. Human Rights Watch (HRW), par exemple, a indiqué qu'en 2015, « le désir d'échapper au service militaire est un facteur essentiel de fuite de l'Erythrée », et une étude réalisée par SIHA la même année a conclu également que les facteurs clefs qui poussent les personnes à fuir le pays sont notamment la conscription militaire (avec l'utilisation de filles et de jeunes femmes comme esclaves sexuelles pendant le service militaire), le mariage précoce, les pratiques de travail très dures, la faim, la persécution religieuse et le manque de liberté de mouvement. [83] Il existe un large consensus autour de ce point de vue, qui a récemment été étayé par les conclusions de la Commission d'enquête des Nations Unies sur les Droits de l'Homme en Erythrée. Dans son rapport final, publié en juin 2016, la Commission a indiqué que des fonctionnaires érythréens ont commis, et continuent de commettre, « des crimes de réduction en esclavage, d'emprisonnement, de disparitions forcées, de torture, de persécution, de viol, de meurtre et d'autres actes inhumains ».[84] En fait, cette recherche considère que la majeure partie des Erythréens qui fuient leur pays sont des réfugiés.

Des chercheurs ont aussi voulu exposer et expliquer la logique derrière les tendances qui se dessinent dans le mouvement des personnes à partir de l'Erythrée et de la Corne de l'Afrique. Il existe un nombre considérable de documents de recherche qui étudient les routes prises par les migrants et les schémas généraux de la migration irrégulière dans la région, ainsi que les réseaux de trafic et de traite des êtres humains qui s'y développent,

82. Kibreab 2013, 645.
83. SIHA 2016. De nombreuses autres études ont trouvé de résultats semblables. Voir, par exemple, ILPI, 2017.
84. Conseil des Droits de l'Homme, "Detailed findings of the commission of inquiry on human rights in Eritrea." A/HRC/32/CRP.1, 8 June 2016. (http://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoIEritrea/A_HRC_32_CRP.1_read-only.pdf Dernier accès le 15 septembre 2017).

leurs méthodes de fonctionnement et leurs structures communes.[85] Dans ce contexte, plusieurs études se sont également intéressées plus spécialement aux violations des droits de l'Homme des migrants au cours de leurs voyages à partir de et dans la région.[86]

67 entretiens ont été réalisées avec des Erythréens vivant en Ethiopie, au Soudan et en Europe

La présente recherche s'appuie sur ce corpus de documents en s'intéressant plus précisément au cadre politique mis en place par le Processus de Khartoum. Elle est axée sur les voyages entrepris par les Erythréens et sur leurs processus de prise de décision *en route*. Elle remet ces expériences dans leur contexte, dans le cadre des mesures adoptées par les pays de la région, en coopération avec les acteurs régionaux et internationaux, afin de lutter plus efficacement contre la traite et le trafic.

Au cours de cette recherche, 67 entretiens ont été réalisés avec des Erythréens vivant en Ethiopie, au Soudan et en Europe. Une matrice a été utilisée comme guide pour les entretiens. Des questions ont été posées aux personnes sur leurs différents choix à différents stades de leur voyage ; sur la façon dont elles ont pris la décision de se déplacer (à la fois pour la décision initiale et ensuite au cours du voyage) ; sur leurs moyens de déplacement et leur destination ; et sur les personnes et les institutions avec lesquelles elles ont interagi au cours de leur voyage.

La sécurité des enquêteurs et des personnes interrogées a été de la plus haute importance tout au long du processus. Afin de garantir l'anonymat à toutes les personnes concernées, il a été convenu qu'un minimum de détails concernant les personnes interrogées serait fourni dans ce rapport. Pour les personnes interrogées en Europe, il n'a notamment pas été fait mention du pays dans lequel elles vivaient au moment de l'entretien. Cela témoigne de la peur dans laquelle vivent de nombreux Erythréens après avoir quitté leur pays – peur de leur gouvernement, des auteurs de la traite, voire d'un éventuel rapatriement. En Ethiopie et en Europe, la grande majorité des entretiens a été réalisée avec des Erythréens à Tigrigna ; et au Soudan, un chercheur soudanais a mené les entretiens, avec l'aide d'un interprète si besoin.

85. Rachel Humphris, "Refugees and the Rashaida: human smuggling and trafficking from Eritrea to Sudan and Egypt". UNHCR, New Issues in Refugee Research, Research Paper No. 254. (http://www.refworld.org/docid/5142d9692.html Dernier accès le 2 août 2017); Regional Mixed Migration Secretariat, "Going West: Contemporary mixed migration trends from the Horn of Africa to Libya & Europe." June 2014. (www.regionalmms.org/images/ResearchInitiatives/Going_West_migration_trends_Libya_Europe_final.pdf Dernier accès le 18 août 2017); Sahan Foundation and IGAD Security Sector Program (ISSP), "Human Trafficking and Smuggling on the Horn of Africa-Central Mediterranean Route." Février 2016. (www.sahan.eu/wp-content/uploads/HST_Report_FINAL_19ii2016.pdf Dernier accès le 18 août 2017); Reitano et al 2017.

86. HRW 2014 & Regional Mixed Migration Secretariat, "Migrant Smuggling in the Horn of Africa: The political economy & protection risks." June 2013. (www.regionalmms.org/images/ResearchInitiatives/Migrant_Smuggling_in_the_Horn_of_Africa_and_Yemen._report.pdf Dernier accès le 18 août 2017); Amnesty International, "A Perfect Storm: The Failure of European Policies in the Central Mediterranean." 6 July 2017. (www.amnesty.org/en/documents/eur03/6655/2017/en/ Dernier accès le 5 octobre 2017.

Mise à l'épreuve des hypothèses politiques à la lumière des réalités empiriques

Les conclusions sont présentées sur la base des hypothèses exposées ci-dessus, qui sont implicites ou explicites dans le cadre politique migratoire de l'UE, dont le processus de Khartoum fait partie.

Facteurs politiques

L'un des postulats de base de la politique migratoire de l'UE est que les institutions des pays africains n'ont pas les capacités adéquates pour gérer la migration. Aussi, l'un des moyens pour y remédier est de renforcer leurs capacités, par le biais de « partage d'information, de formations ciblées et de développement des compétences, d'assistance technique et d'échange des meilleures pratiques… », ainsi que par le biais d'une aide « pour améliorer les capacités nationales dans le domaine de la gestion des flux migratoires ».[87]

Cela suppose que les pays africains sont essentiellement faibles, défaillants ou simplement absents, ce qui mène à une approche fortement instrumentaliste basée sur le postulat que le renforcement des lois et des institutions va résoudre le problème. Toutefois, cette approche ne tient pas compte des nombreuses façons dont les institutions publiques non seulement sont présentes dans la vie des personnes (même si ces institutions agissent de manière arbitraire, officieuse), mais contribuent également aux violations des droits de l'Homme et au déplacement, voire même peuvent être complices du trafic et de la traite des êtres humains.[88]

Depuis le début, le processus de Khartoum a fait l'objet de vives critiques de la société civile et de certains médias, qui ont averti qu'il pourrait bien en fait renforcer les capacités des Etats répressifs dans la Corne de l'Afrique et rendre l'UE à la fois complice de violations des droits de l'Homme et de fait devenir alliée des pays qui créent une migration forcée. La préoccupation de beaucoup de personnes concernait le fait que la réputation de

87. Déclaration de la Conférence ministérielle du processus de Khartoum (Initiative pour la route migratoire UE-Corne de l'Afrique), Rome, 28 Nov. 2014, 4. (http://italia2014.eu/media/3785/declaration-of-the-ministerial-conference-of-the-khartoum-process.pdf Dernier accès le 28 septembre 2017).

88. Pour plus d'exemples, notamment dans le contexte du Soudan, voir Lutz Oette et Mohamed Abdelsalam Babiker, "Migration Control à la Khartoum: EU External Engagement and Human Rights Protection in the Horn of Africa", Refugee Survey Quarterly, 2017.

l'UE en tant que porte-drapeau des droits de l'Homme risquait d'être sacrifiée sur l'autel de la migration.[89]

Quitter l'Erythrée : pour échapper au danger ?

Les conclusions, étayées par des recherches antérieures, soulignent à quel point l'Etat érythréen a une présence forte et extrêmement négative dans la vie des populations. Lorsqu'on leur demande pourquoi elles ont quitté l'Erythrée, les personnes interrogées ont désigné à maintes reprises l'Etat érythréen comme le déterminant structurel. Sans surprise, ces personnes ont mentionné le « service militaire indéfini » comme la cause principale. Un homme de 18 ans vivant à présent en Europe a dit ne pas vouloir subir le même sort que ses frères : « Mes frères aînés ont été emmenés dans un camp militaire et ils ne sont jamais revenus. »[90]

Une Erythréenne qui travaille actuellement comme infirmière à Khartoum a déclaré : « Je suis infirmière diplômée, je ne suis pas soldat. Comment est-ce que je peux retourner dans les camps militaires ? Le gouvernement veut que nous soyons tous des soldats… Et puis, j'ai entendu que l'un de mes collègues a été arrêté parce qu'il a refusé de faire son service militaire, alors j'ai su que je ne pouvais pas rester. »[91] Un homme qui vivait à Addis Abeba a expliqué qu'il était parti après avoir été emprisonné : « J'ai été emprisonné et puni car j'avais prolongé ma permission sans autorisation… Ils attachent vos mains derrière, dans le dos, ce qui empêche le sang de circuler et provoque des blessures aux mains. »[92] Son histoire fait écho à celles d'autres personnes qui ont parlé d'emprisonnement et de torture au niveau des mains de la part des autorités.

Mes frères aînés ont été emmenés dans un camp militaire et ils ne sont jamais revenus

A maintes reprises, des jeunes gens ont indiqué comment, au moment où ils ont reçu une lettre leur demandant de commencer leur service militaire, ils ont décidé de partir. Comme l'a déclaré une jeune femme, « j'ai reçu une lettre… disant que je devais quitter mon foyer pour un entraînement militaire. J'ai alors pris la décision de quitter mon pays natal. »[93] Beaucoup d'autres personnes ont raconté comment les militaires venaient dans les maisons chercher les personnes qui cherchaient à échapper au service militaire : si elles sont attrapées, elles sont envoyées en prison. Un jeune homme vivant à présent à Addis Abeba a dit : « Mes parents sont morts, alors j'ai déserté mon poste dans l'armée pour m'occuper de mes frères et sœurs plus jeunes. La police militaire venait alors

89. "Engagement beyond the Centre: An Inquiry Report on the Future of UK-Soudan Relations." Groupe parlementaire multipartite sur le Soudan et le Soudan du Sud, Février 2017. (www.hurriyatSudan.com/wp-content/uploads/2017/02/APPG-Sudans-report-Feb-17.pdf Dernier accès le 3 mars 2017)
90. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
91. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
92. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
93. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.

continuellement me chercher chez moi pour m'arrêter. Tous les soirs, je me cachais chez des parents. Finalement, j'ai décidé de quitter mon pays natal pour échapper à l'arrestation. »[94]

Le fait que les gens aient besoin d'une permission pour quitter le pays, et qu'il y ait un contrôle strict aux frontières explique la nécessité d'avoir recours à des passeurs pour partir, et montre encore plus le niveau de répression de l'Etat sur la vie des populations. Les passeurs coûtent cher et les personnes savent qu'elles prennent un risque en utilisant leurs services. Comme l'a noté une personne interrogée : « … le passeur peut s'avérer être quelqu'un qui appartient au gouvernement. Si tel est le cas, alors vous avez vraiment de gros ennuis. » [95] De plus, quitter le pays ne fait pas disparaître toutes les inquiétudes concernant la sécurité. Comme le même jeune homme l'a également déclaré : « je suis désormais sans emploi. Je ne peux pas prendre en charge mes frères et sœurs restés à la maison, ni moi-même. Je m'inquiète tout le temps pour leur sécurité – les forces de sécurité peuvent s'en prendre à eux à cause de ce que j'ai fait. »[96]

« … le passeur peut s'avérer être quelqu'un qui appartient au gouvernement. Si tel est le cas, alors vous avez vraiment de gros ennuis »

Une protection apportée par les pays voisins en traversant les frontières ?

Un autre postulat est que les pays voisins de l'Erythrée sont, du moins en principe, capables d'apporter une protection à ceux qui quittent l'Erythrée. Toutefois, le contexte géopolitique signifie qu'il y a peu de chances pour que ce soit le cas, au vu des multiples intérêts en jeu – et, dans certains cas, du manque de respect pour l'état de droit. La façon dont les personnes sont reçues aux différentes frontières avec l'Erythrée est édifiante à cet égard.

Si, ainsi qu'on a pu le voir, quitter l'Erythrée est extrêmement dangereux, une fois la frontière franchie, l'accueil des différents gardes-frontières varie. Ceux qui sont tout d'abord arrivés à Djibouti ont raconté qu'ils avaient été mal accueillis : « Lorsque j'ai traversé, des soldats djiboutiens m'ont vu. Ils m'ont maltraité. Ils m'ont mis en prison le temps de faire une enquête. Alors j'ai décidé d'aller en Ethiopie. »[97]

En revanche, tous ceux qui se sont rendus en Ethiopie ont parlé d'un accueil positif par les gardes-frontières. Encore une fois, ce n'est pas surprenant au vu des antécédents de conflit entre l'Erythrée et l'Ethiopie. Après tout, les gardes-frontières ne sauraient être surpris de la volonté des populations de fuir l'Erythrée. Comme l'a rapportée une femme : « Nous avons rencontré des soldats éthiopiens sur notre chemin et nous sommes allés les voir de

94. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
95. Entretien avec un Erythréen, Khartoum, Soudan, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
96. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
97. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.

nous- mêmes… Ils nous ont très bien traités et nous ont accueillis chaleureusement. Ils nous ont demandé pourquoi et comment nous avions franchi la frontière, qui nous avait aidés et ensuite ils nous ont envoyé dans un camp de réfugiés. »[98] Son histoire recoupe celle de beaucoup d'autres personnes interrogées : « ils m'ont vraiment bien traité. Ils m'ont donné une tasse de thé et du pain… Ils m'ont informé de mes droits en tant que réfugié et m'ont amené dans le camp. »[99] Il y a très peu d'écart entre les récits des personnes qui ont traversé la frontière avant 2014 et après : toutes indiquent avoir été bien traitées.

Ils nous ont donné de l'eau et de la nourriture.

Même un homme portant l'uniforme de l'armée érythréenne a été bien accueilli : « Lorsque nous sommes arrivés à pied de la montagne, les soldats éthiopiens nous ont vus… Ce genre d'incident n'était pas nouveau pour eux ; comme nous, beaucoup de soldats érythréens étaient venus vers eux, par la même route. Donc, ils attendent toujours de nouveaux venus. Ils nous ont donné de l'eau et de la nourriture. Après, ils nous ont conduits pendant trois jours jusqu'à Adigrat. Nous y sommes restés deux jours. Puis j'ai été envoyé à Enda-abaguna [un centre de tri]. Enfin, dans le camp de réfugiés de Hitsats. »[100]

Quant à ceux qui se sont rendus au Soudan, certains ont rapporté un accueil positif des gardes-frontières. Un homme, qui se trouve à présent à Kassala, dans l'est du Soudan, a dit avoir marché avec un groupe d'amis pendant cinq jours pour passer de l'Erythrée au Soudan : « Nous voulions éviter les zones où se trouvent les militaires ou les policiers [érythréens]… Immédiatement après la frontière, nous avons été arrêtés par des policiers soudanais. Ils nous ont emmenés dans un endroit, avec beaucoup d'autres Erythréens, puis auprès d'une organisation soudanaise qui nous a enregistrés et nous a emmenés dans le camp de réfugiés de Shagarab. »[101] L'homme a ajouté : « la police soudanaise aux frontières vous aide et vous amène dans des camps des Nations Unies. »[102] Encore une fois, il n'y a pas de changement marquant avant et après 2014 dans la façon dont les personnes sont traitées à la frontière soudanaise.

« La police soudanaise aux frontières vous aide et vous amène dans des camps des Nations Unies »

Cependant, d'autres personnes ont parlé du danger à la frontière entre l'Erythrée et le Soudan, où les Rashaida sont connus pour opérer et ont parlé de leur peur de rencontrer de « mauvais » gardes-frontières qui peuvent être complices et les vendre à des gens qui pratiquent la traite des personnes. Une femme, lorsqu'on lui a demandé si elle avait

98. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
99. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
100. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
101. Entretien avec un Erythréen, Kassala, Soudan, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
102. Ibid.

rencontré des gardes-frontières en entrant au Soudan, a dit que oui, mais que le souvenir de la rencontre était trop traumatisant pour qu'elle en parle. Un autre homme a raconté comment les autorités soudanaises les avaient protégés des Rashaida : « Lorsque nous sommes arrivés à Kassala, les tribus Rashaida ou les gens qui font la traite des personnes nous ont trouvés. Mais nous avons pu nous enfuir et rejoindre des membres des forces de sécurité soudanais, qui nous ont amenés dans un camp de réfugiés de l'UNHCR. » D'autres personnes ont fait part d'une peur grandissante d'être arrêtées par les autorités soudanaises et expulsées.

Le contraste dans les expériences vécues témoigne de la multiplicité des variables qui ont un impact sur le fait que les personnes traversent la frontière avec le Soudan en sécurité ou pas. Le pouvoir que détiennent les gardes-frontières à titre individuel de faciliter le voyage des personnes ou au contraire de leur nuire est considérable. De plus, comme expliqué précédemment, les récits positifs autour de l'accueil initial à la frontière sont rapidement annulés par les mauvais traitements subis aux des forces de sécurité à l'intérieur dupays.

Par ailleurs, les personnes interrogées qui avaient atteint l'Europe ont décrit la façon dont ils avaient vu des passeurs donner de l'argent aux gardes-frontières en traversant du Soudan en Libye : « Il y avait un poste de contrôle [avec des personnes qui portaient des uniformes de la police], lorsque nous sommes passés en Libye, et les individus qui nous conduisaient leur ont donné de l'argent… Je ne sais pas combien ils ont payé. C'est surement un montant peu élevé. Sinon, ils nous l'auraient fait payer. »[103]

Ainsi, les personnes interrogées rapportent des expériences avec les gardes-frontières qui allaient de l'offre d'assistance et de protection, à des gardes qui ferment les yeux, ou encore des gardes qui vendent les personnes à des responsables de traite des êtres humains. Le comportement des gardes-frontières semble être très individualisé et ne pas être le reflet d'une politique générale. Une réforme de ces réactions afin d'assurer une protection uniforme à ceux qui traversent les frontières – les réfugiés en particulier – semble compliquée. Et avant même de l'envisager, il s'agit d'abord de bien appréhender la situation. Le manque d'uniformité dans les réactions vient-il d'une politique du gouvernement qui autorise un pouvoir discrétionnaire ? Ou est-ce le résultat d'un manque de capacité à faire appliquer une norme fixée par le gouvernement ? Dans ce contexte, on peut sérieusement se poser la question de savoir si le simple renforcement des capacités est une réponse viable.

Causes profondes ?

Une autre hypothèse sur laquelle s'appuient les politiques migratoires de l'UE est l'idée selon laquelle l'accès à l'emploi et aux moyens de subsistance et au « développement durable » réduira la migration à partir de l'Afrique, malgré le fait que la plupart des documents politiques reconnaissent que la migration résulte d'une combinaison de facteurs sociaux, économiques et politiques, notamment des conflits violents. Et s'il existe certainement une

103. Entretien avec un Erythréen, Europe, Juillet 2017.

reconnaissance théorique des facteurs de déplacement dans la région comme politiques, une fois traduit en programmes et actions, cette dimension « politique » est souvent diluée ou tout simplement supprimée.

Ainsi, selon la Déclaration de Rome, le processus de Khartoum vise à « promouvoir le développement durable dans les pays d'origine et de transit, afin de s'attaquer aux causes profondes de la migration irrégulière. » Même si ces causes profondes ne font pas l'objet de discussions, il est souligné qu'elles doivent faire l'objet « d'efforts visant à éradiquer la pauvreté et à réaliser les Objectifs de Développement du Millénaire (OMD). »[104]

Toutefois, il est peu probable que le fait de s'attaquer aux carences en développement parvienne à résoudre la question de la migration, dans des situations où les facteurs économiques ne sont pas les principaux facteurs de la migration. Considérer les mouvements transfrontaliers dans la Corne de l'Afrique comme essentiellement « volontaires » est non seulement intenable sur le plan de la réalité, mais risque également d'être contreproductif sur un plan politique. Faute de reconnaitre les problèmes de gouvernance ou de discrimination qui ont un impact sur les progrès économiques, les solutions ne feront, dans le meilleur des cas, que remédier partiellement au problème, et au pire, accroitre les inégalités et les préjugés. Dans le cas précis de l'Erythrée, il semble clair que, si la répression politique et la pauvreté agissent comme des facteurs de migration, la répression politique semble être le problème majeur.

S'il existe certainement une reconnaissance théorique des facteurs de déplacement dans la région comme politiques, une fois traduit en programmes et actions, cette dimension « politique » est souvent diluée ou tout simplement supprimée.

Les questions de la traite des êtres humains et du trafic des migrants, et les réponses institutionnelles qui leur sont apportées sont souvent déconnectées de tout engagement significatif avec le contexte politique qui reconnait les raisons qui poussent les gens à quitter leur pays d'origine dans un premier temps et à avoir recours à la migration clandestine ; et leur expérience en exil. Si les facteurs socio-économiques jouent un rôle important dans la migration, la migration irrégulière en général n'est pas un simple phénomène socio-économique. Les récits rapportés passent sous silence des facteurs plus profonds qui poussent à la migration et qui ne peuvent être traités uniquement en améliorant le développement socio-économique.

Même lorsque l'économie est le principal facteur, l'hypothèse selon laquelle proposer de l'aide diminuerait la migration est problématique. En effet, les données empiriques

104. Déclaration de Rome, 4.

montrant un lien entre l'aide au développement et une diminution de la migration restent ténues. Décrire l'insuffisance du développement et des opportunités économiques comme les causes principales de la migration est trop restrictif et risque de faire passer au second plan d'autres facteurs. En fait, d'aucuns ont avancé que c'est l'inverse qui est vrai : « À contrario des interprétations habituelles selon lesquelles la migration africaine est surtout motivée par la pauvreté, la violence et le sous-développement, l'augmentation des flux migratoires en dehors de l'Afrique semble plutôt être due à des processus de développement et de transformation sociale qui ont stimulé les capacités des Africains et leurs aspirations à émigrer, une tendance qui risque de se poursuivre à l'avenir. »[105]

Enfin, il est important de comprendre que les considérations économiques et politiques peuvent être profondément intriquées. Des mesures économiques peuvent être utilisées contre des opposants politiques et de mauvaises décisions politiques peuvent avoir un impact catastrophique sur l'économie.

Facteurs économiques ou politiques ?

L'importance excessive accordée aux motivations économiques est également remise en question dans le contenu des entretiens, qui indiquent que les facteurs économiques et politiques sont pratiquement impossibles à démêler – ou, dit autrement, les facteurs économiques sont éminemment politiques par nature. Plus précisément, dans le contexte érythréen, le service militaire indéfini rend forcément les populations vulnérables sur le plan économique. Comme l'a dit un homme : « J'ai dû faire le service militaire pour une durée indéfinie et à cause de cela, ma famille mourait de faim. »[106]

A maintes reprises, les personnes interrogées ont parlé de partir pour avoir accès à des moyens de subsistance, améliorer leur éducation ou avoir des soins médicaux. Mais juste en-dessous de ces facteurs de migration plus immédiats, se trouvent les structures politiques qui ont créé le besoin économique en premier lieu. Par exemple, un homme mettait en exergue la complexité des facteurs qui amènent les gens à quitter leur famille et leurs foyers, où la politique et l'économie sont inextricablement liées. Il a déclaré :

> *Mon père fait son service militaire depuis aussi longtemps que je puisse m'en souvenir. Il avait l'habitude de nous envoyer un peu d'argent et ma mère ne travaille pas. C'était difficile pour moi et mes frères et sœurs d'aller à l'école. Je me suis caché des autorités pendant deux ans lorsqu'ils ont commencé à m'appeler pour le service national… J'ai trouvé des amis qui étaient prêts à partir et je suis parti avec eux. Les autorités locales ont maintenu ma mère en détention pendant plusieurs semaines.*[107]

Une femme vivant dans le camp de Shagarab avait dû partir lorsque son mari a été placé en détention et qu'elle n'arrivait plus à subvenir seule aux besoins de ses deux enfants.[108]

105. Marie-Laurence Flahaux and Hein De Haas, "African migration: trends, patterns, drivers." *Comparative Migration Studies* 4:1, 2016.
106. Entretien avecun Erythréen, Europe, Juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
107. Entretien avec un Erythréen, Europe, Juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
108. Entretien avec une Erythréenne, camp de Shagarab, Soudan, octobre 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.

Comme l'a indiqué un autre homme : « L'idée de quitter le pays commence à germer lorsque vous arrêtez d'aller à l'école. Ça c'est la fin en Erythrée. Pas d'éducation, pas de travail, service militaire, rafles [*gifas*]. *Wa'e !* [qui exprime la frustration]. »[109] Cette citation montre à quel point les facteurs « politiques » et « économiques » sont imbriqués.

Aussi, il parait logique que toute approche politique ou intervention programmée qui sépare les moteurs politiques derrière les conflits et la répression de l'impact économique desdits moteurs – ou qui ignore le lien entre les deux – risque de présenter un énorme danger : menaces pour la sauvegarde des personnes en mouvement et risques importants pour la réputation des personnes qui leur portent assistance. Cet argument est valable autant pour les pays d'origine que pour les pays de transit, comme indiqué ci-dessus par rapport à l'environnement de la politique en matière de réfugiés.

Des choix éclairés ?

Les politiques de l'UE sont contradictoires dans les postulats formulés concernant les raisons pour lesquelles les migrants décident de partir. Certains disent que c'est parce que les migrants sont mal informés ou induits en erreur, tandis que d'autres avancent que c'est parce que les migrants sont exposés à des informations correctes.

Plusieurs politiques sont basées sur l'hypothèse que les personnes choisissent de migrer illégalement, car elles ne sont pas au courant des risques ou des options de migration légale qui sont à leur disposition, et que les campagnes de sensibilisation ciblées donneraient des informations qui ne seraient pas disponibles autrement, et réduiraient ainsi la migration clandestine. Le processus de Khartoum par exemple, vise à « aider les autorités nationales à renforcer la sensibilisation aux risques de la migration clandestine… »[110] Une hypothèse similaire pose que les personnes migrent de façon irrégulière ou utilisent « des intermédiaires officieux » parce que les procédures de migration légale « manquent de transparence et sont trop bureaucratiques. »[111] Des communications stratégiques ont donc été une réponse essentielle à ce postulat.

Dans le même temps, d'autres orientations politiques semblent estimer que les personnes migrent de façon irrégulière car elles sont exposées à des informations correctes. L'Agenda européen en matière de migration stipule que « l'un des facteurs qui incite à la migration irrégulière est le fait de savoir que le système de retour de l'UE… marche de façon imparfaite. »[112] Enfin, un autre argument est que la migration est motivée par un accès accru à des informations fausses ou erronées : le Plan régional UE-Corne de l'Afrique avance que les jeunes sont encouragés à migrer suite « à une exposition renforcée aux médias internationaux et aux médias sociaux », ce qui « renforce des attentes plus élevées qui, bien souvent, n'aboutissent pas aux résultats escomptés. »[113]

109. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
110. Déclaration de Rome, 3.
111. GAMM COM (2011) 743, 18 Nov. 2011.
112. Agenda européen en matière de migration – COM (2015) 240 final, 9.
113. Plan régional UE-Corne de l'Afrique 2015-2020 – Conclusions du Conseil sur le Plan régional UE-Corne de l'Afrique 2015-2020, COAFR 310, ACP 153, CFSP/PESC 686, DEVGEN 205, 13363/15 (2015), 10.

Ces postulats ne sont peut-être pas totalement faux. Toutefois, ils méritent certainement une lecture plus nuancée, reposant sur des données factuelles. Tous les migrants n'ont pas accès aux mêmes informations et ils ne jugent pas tous la fiabilité des informations auxquelles ils sont exposés à partir de différentes sources de la même manière. Plus particulièrement, les hypothèses ne tiennent pas suffisamment compte du fait que les questions de l'accès aux informations doivent être examinées dans le cadre des questions plus complexes de prise de décision et de prise de risque, dans le contexte du déplacement forcé. De plus, les capacités des migrants à prendre leurs propres décisions ne sont pas suffisamment prises en compte.

Une compréhension claire des risques

En fait, les recherches indiquent une certaine complexité quant aux sources et à la nature des informations. Tout d'abord, il était clair que la plupart de ceux qui entreprennent le voyage comprennent parfaitement le fait qu'ils prennent un risque énorme pour leur propre sécurité. Ce fut particulièrement frappant en parlant avec des personnes en Ethiopie et au Soudan qui envisageaient de se rendre en Europe en passant par la Libye. Une fois que les gens avaient réussi à quitter l'Erythrée, le voyage à travers la Libye et en bateau jusqu'en Europe était généralement considéré comme la partie la plus dangereuse de l'itinéraire.

La plupart de ceux qui entreprennent le voyage comprennent parfaitement le fait qu'ils prennent un risque énorme pour leur propre sécurité.

Comme l'a déclaré un homme : « Mes amis en Europe m'ont dit les difficultés rencontrées tout au long du parcours. Certains ont été enlevés et ont payé quelque chose comme 4 000 dollars de rançon. D'autres sont morts dans un accident de voiture dans le désert du Sahara. Deux de mes amis ont perdu la vie dans la tragédie de Lampedusa. »[114] Un autre homme a indiqué que deux de ses cousins étaient morts dans le Sahara, mais il a affirmé toujours vouloir essayer d'atteindre l'Europe.[115]

Beaucoup ont parlé en particulier du risque de tomber dans les mains de criminels : « J'ai entendu que des migrants étaient abandonnés dans le désert par des passeurs ou que leurs organes étaient prélevés pour être vendus très cher. »[116] Lorsqu'on lui a demandé d'où il tenait ces informations, il a dit « d'amis. » Comme l'a noté une femme : « Je sais que des réfugiés sont enlevés, vendus, voire même tués. Ils ne donnent pas assez d'eau ou de nourriture aux migrants pendant des jours. Ils tabassent et torturent les hommes. Ils violent les femmes. Ils abandonnent les réfugiés qui sont blessés. J'ai entendu tellement

114. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, m2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
115. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
116. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, Mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.

de choses terribles de ceux qui sont déjà passés, mais je n'ai pas d'autre choix que de prendre la même route. »[117]

Pour certains, le danger était trop important et ils ont changé d'avis : « Lorsque je suis parti, je voulais atteindre la Méditerranée, puis prendre un bateau pour l'Europe. Mais à présent, j'ai changé mes projets. Je veux aller à Juba, dans le Soudan du Sud, pour travailler au lieu de passer clandestinement en Europe. »[118] Toutefois, la plupart restent déterminés. Un autre homme a indiqué : « Mon projet [d'aller en Europe en passant par la Libye] ne changera pas, même si cela signifie passer par l'atroce expérience que montrent les médias sociaux. Ma décision de partir est prise. Et je sais ce qui m'attend pendant mon voyage, mais le pire qui puisse m'arriver, c'est la mort. Ou bien j'aurai peut-être la chance d'être vivant, comme tous ceux qui ont traversé en toute sécurité. Cela ne sera pas facile, mais je n'ai pas d'autre choix. »[119]

Le pire qui puisse m'arriver, c'est la mort. Ou bien j'aurai peut-être la chance d'être vivant, comme tous ceux qui ont traversé en toute sécurité.

Cependant, s'il existait une compréhension générale de la dangerosité du voyage, les risques et dangers spécifiques, ainsi que les moyens de les éviter, étaient moins connus. Un homme qui était arrivé en Europe explique :

> *Il est courant de chatter sur Facebook, WhatsApp ou Viber avec des amis qui sont déjà en Europe, sur la façon d'y arriver. Il y a aussi toutes les rumeurs que vous entendez dans la communauté, partout… Je dois poser des questions sur le voyage aux passeurs ou aux personnes qui les connaissent vraiment bien… Ce n'est pas facile de leur faire confiance, mais il n'y a pas d'autre moyen d'obtenir des informations.*[120]

De même, lorsqu'on lui a demandé quelles informations il avait avant de quitter l'Erythrée, un autre homme interrogé a répondu : « je n'avais que des rumeurs, aucune véritable information. J'avais entendu dire que les soldats éthiopiens vous accueillaient chaleureusement lorsque vous traversiez la frontière et qu'il n'y avait pas d'enlèvement sur la route [pour aller en Ethiopie]. »[121] Une autre réponse à la même question allait dans le même sens : « Je n'avais pas beaucoup d'informations. Celles que j'avais venaient d'amis en exil. Les informations que j'avais indiquaient que le voyage n'était pas facile, mais que les soldats éthiopiens accueillaient ceux qui traversaient et que les Erythréens pouvaient

117. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
118. Entretien avec un Erythréen, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
119. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2010.
120. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
121. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2013.

Cela témoigne d'un manque d'information pour de nombreuses personnes : elles savent que certains passeurs sont relativement « bons » et que d'autres les vendront à des trafiquants, mais savoir quels groupes et quelles personnes tombent dans quelle catégorie est un véritable défi.

Une affaire de famille

Deuxièmement, les résultats montrent le rôle crucial joué par les familles dans les processus de prise de décision et par rapport à la communication pendant et au sujet du voyage. La plupart des personnes indiquent avoir obtenu leurs informations auprès d'amis ou de membres de leur famille. Dans ce dernier cas, c'est généralement parce que les familles doivent être impliquées dans la décision de prendre la route, car ce sont elles qui paient les passeurs. Beaucoup des personnes interrogées ont raconté comment les passeurs leur avaient dit qu'elles pourraient les payer une fois arrivées à destination – dans la plupart des cas, soit la Libye soit la frontière Soudan/Erythrée, à la ville frontalière de Kassala. Elles ont alors été prises en otages jusqu'à ce que leurs familles paient une rançon. Ceux qui n'ont pas payé ont alors été vendus à des trafiquants. Comme l'a raconté une femme, qui vit à présent en Allemagne : « Avant de partir, j'ai parlé de mon voyage à ma sœur, qui vit en Suède. On savait que c'était risqué, voire fatal. C'était à moi de décider de prendre le risque, et je l'ai fait. Je n'ai parlé à personne de ma décision de quitter l'Erythrée. »[123] Un autre homme a indiqué comment, peu après être arrivé dans le camp de réfugiés d'Hitsats, en Ethiopie, il a contacté sa sœur via Facebook. « Je lui ai dit que j'étais bien arrivé en Ethiopie. Je lui ai également raconté les difficultés du voyage, parce que mon jeune frère a aussi l'intention de traverser la frontière. »[124]

D'autres avaient parlé avec certains membres de leur famille de leurs intentions, mais avaient volontairement omis d'en parler à d'autres, car ils savaient qu'ils essaieraient alors de les décourager. C'était souvent le cas pour des jeunes, qui n'en parlaient pas à leurs parents. Une femme, dont la sœur avait organisé le départ de l'Erythrée avec un passeur, a déclaré : « La dernière fois que j'avais pensé prendre la route, j'en avais parlé à mon père et il a refusé de me donner l'autorisation de partir. Il estimait que cette route était risquée et dangereuse. Alors, cette fois, je ne lui en ai pas parlé, je ne l'ai appelé qu'une fois arrivée à Kassala. Il était triste au téléphone… »[125] Une autre femme qui vivait à Addis Abeba a parlé du fait que sa famille n'est pas prête à l'aider à entreprendre son voyage : « Mes parents et mes sœurs [qui vivent en Angleterre et en Suisse] n'approuvent pas l'idée de traverser le Sahara et la mer Méditerranée. Ils sont contre. Ils disent que c'est trop dangereux, alors ils ne veulent pas payer mon voyage. Je suis donc coincée ici. »[126] Elle a ensuite raconté comment son frère avait été enlevé dans le Sahara et sa sœur au Royaume-Uni avait dû payer 2 000 dollars pour qu'il soit libéré.

122. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
123. Entretien avec une Erythréenne, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2012 et le Soudan en 2015.
124. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
125. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
126. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2017.

D'autres encore ont mentionné leur désir de protéger des membres de leur famille des dangers qu'eux-mêmes avaient connus. « Je suis en contact [avec ma famille] par Facebook. Je leur ai parlé des difficultés que j'avais rencontrées pour traverser la frontière et je leur ai dit de ne pas faire un pas en dehors de leur pays natal. »[127] Toutefois, d'autres sont réticents à partager la réalité de leur vie après leur fuite. Un jeune homme à Addis Abeba a indiqué comment il communique avec ses parents restés en Erythrée : « Je leur dis toujours que je vais bien, même si ce n'est pas le cas la plupart du temps. Mon jeune frère veut traverser, mais je suis contre. Mes parents veulent venir me voir, mais je ne veux pas. »[128]

Le rôle des familles montre qu'en fin de compte, les gens se tournent vers les personnes en qui ils ont le plus confiance pour avoir des informations. Comme indiqué dans la méthodologie, le niveau de peur des Erythréens dans et en dehors de leur pays était évident, devant la réticence des gens à parler aux enquêteurs. Il y a une peur viscérale que toute forme de communication puisse être dangereuse pour eux ou pour leur famille, et par conséquent un manque de confiance énorme dans les sources d'information venant de personnes qu'ils ne connaissent pas personnellement. Ce qui n'est ni nouveau, ni surprenant. Comme l'a déclaré un homme : « Cela fait peur de parler de quitter le pays. Vous pouvez vous faire tuer pour ça. »[129] Dans un contexte où la plupart des Erythréens sont constamment inquiets d'être surveillés et épiés, le lien avec le messager est capital.

« Cela fait peur de parler de quitter le pays. Vous pouvez vous faire tuer pour ça. »

Cela a des implications politiques. Si les personnes ne souhaitent pas partager les informations, sauf avec ceux dont ils sont le plus proches, les campagnes de sensibilisation auront un impact limité, car elles ne seront pas forcément construites autour d'informations exactes. Et même si des informations correctes pouvaient être rassemblées et les bonnes personnes ciblées, il reste la question importante de savoir si ces personnes les croiraient.

Une prise de risque calculée ?

Troisièmement, les entretiens laissent entrevoir le terrible impact de la séparation sur les personnes et les familles. Chaque voyage représente des processus de prise de décision extraordinairement complexes et déchirants qui impliquent ou excluent de nombreux membres de la famille. Certains sont prêts à offrir de l'argent à des parents pour qu'ils entreprennent un voyage dangereux, en dépit des risques connus ; d'autres estiment le risque trop important, tout en sachant que demander aux membres de leur famille de continuer à vivre en Erythrée présente aussi des risques. L'impact net est que les familles sont écartelées. Une jeune femme vivant au Soudan a déclaré : « A présent, je suis seule ici.

127. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
128. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
129. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.

Mon petit frère était ici au Soudan, mais à présent il se trouve au Royaume-Uni grâce à des passeurs. Un autre de mes frères est allé à Juba [Soudan du Sud]. Le reste des membres de ma famille vivent en Erythrée. Nous sommes neuf dans ma famille, cinq frères et quatre sœurs. Mais je suis seule. »[130]

Comme une autre jeune femme l'a déclaré avec méfiance : « Mon frère [au Canada] n'approuve pas mon idée d'aller jusqu'en Europe en passant par le désert du Sahara. J'essaie de le convaincre. Sinon, je vais tout simplement partir sans le lui dire et il sera obligé de payer mon passage à mon arrivée à Khartoum. »[131]

Par-dessus tout, les gens ont mentionné le fait qu'il n'y avait pas réellement de décision à prendre, car ils ne voyaient pas d'autre alternative. Pour certains, toutes les informations du monde, y compris les campagnes et les conversations avec des acteurs de confiance de la communauté, ne sauraient changer leur décision. Une femme a décrit les horreurs qu'elle avait entendues concernant le passage vers l'Europe, mais elle a dit : « Je n'ai pas d'autre choix. Alors j'ai l'intention de traverser le Sahara, quelles que soient les menaces qui m'attendent. »[132]

Les décisions de traverser des frontières de façon clandestine, malgré des risques extrêmes, sont souvent prises lorsque les autres alternatives sont considérées comme tout aussi mauvaises, voire pires.

Le plus souvent, la réponse internationale pour décourager les individus de venir en Europe repose sur le postulat qu'ils ont le choix de ne pas prendre la route, et que ne pas émigrer est le bon choix pour eux. Pourtant, comme le montrent les recherches, ce n'est pas ainsi que la plupart des migrants appréhendent ce dilemme : les décisions de traverser des frontières de façon clandestine, malgré des risques extrêmes, sont souvent prises lorsque les autres alternatives sont considérées comme tout aussi mauvaises, voire pires. Ils ne peuvent pas retourner en Erythrée, ils n'ont pas réussi à se mettre en sécurité et à trouver des moyens de subsistance au Soudan ou en Ethiopie. Aussi, aller de l'avant – malgré les risques connus – semble la meilleure option disponible pour leur avenir et celui de leur famille. En d'autres termes, les migrants ne choisissent pas de se déplacer parce qu'ils sont mal informés des dangers qui les attendent, mais parce qu'ils calculent que les alternatives sont pires pour eux et leurs familles. Ce qui signifie que ce que les responsables politiques considèrent comme une décision mal avisée peut également être compris comme une prise de risque calculée qui tient compte d'un nombre très élevé de variables.[133]

130. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
131. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2017.
132. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
133. Voir les conclusions similaires dans Tinti and Reitano 2016.

Le niveau de risque que les gens sont prêts à prendre augmente inévitablement lorsque les enjeux sont plus élevés, et aucun degré de persuasion quant aux dangers du voyage ne marchera, puisque ces risques ont déjà été pris en compte. La seule chose qui fonctionnera est une approche politique qui offre véritablement une alternative viable – et, plus précisément, qui offre un avenir aux personnes concernées.

La disponibilité des canaux légaux de migration est importante dans ce contexte. Beaucoup de ceux qui migrent de façon irrégulière le font non parce que les procédures légales de migration « manquent de transparence et sont trop bureaucratiques »,[134] mais parce qu'il est clair pour eux que les voies légales sont tellement limitées pour des gens ayant leur statut et dans leur situation, qu'ils ne peuvent pas compter dessus comme des solutions viables. En d'autres termes, il faut non seulement communiquer l'existence de canaux légaux de migration et s'assurer que les gens les connaissent, mais élargir ces canaux de façon significative pour veiller à ce qu'ils représentent des alternatives raisonnables à la migration clandestine.

En l'absence de solutions vraiment durables, la motivation de partir restera forte.

Ceci s'applique également au fait d'offrir de meilleures alternatives aux migrants et aux réfugiés érythréens dans les pays voisins. Si certains Erythréens envisagent de rester dans les pays voisins, notamment en Ethiopie, la plupart sont déterminés à quitter la région pour de bon. La perspective de moyens de subsistance optimisés ne contrebalance pas les nombreux inconvénients qui se présentent à eux : la vie dans les camps, l'absence de liberté de mouvement, la discrimination et l'insuffisance de protection légale, y compris le risque d'être rapatrié dans leur pays d'origine. En l'absence de solutions vraiment *durables*, la motivation de partir restera forte.

Traite ou trafic ?

Le processus de Khartoum considère également qu'il existe un lien problématique entre la traite et le trafic, et entre les réponses qu'il convient d'apporter à ces deux pratiques. Si elles sont liées, et si la traite et le trafic constituent des infractions pénales, le processus confond les deux infractions et ne reconnait pas que certaines personnes qui sont impliquées dans le trafic peuvent en fait proposer des services qui sont demandés. Dans un contexte où beaucoup de ceux qui se déplacent « de façon irrégulière » sont obligés de le faire, la migration irrégulière n'est pas une infraction pénale et ne devrait pas être considérée comme telle.[135] Aussi, les politiques qui lient trafic et traite et tentent de lutter

134. GAMM COM (2011) 743, 18 Nov. 2011.

135. Voir la citation de l'Article 31 de la Convention de 1951 relative aux réfugiés : « Les Etats Contractants n'appliqueront pas de sanctions pénales, du fait de leur entrée ou de leur séjour irrégulier, aux réfugiés qui, arrivant directement du territoire où leur vie ou leur liberté était menacée. »

contre les deux omettent de reconnaître que traverser les frontières de façon irrégulière est souvent la seule option qu'ont les réfugiés et les migrants pour exercer leur droit légitime à rechercher la protection.[136]

Les passeurs seraient-ils des humanitaires ? Quitter l'Erythrée

Certaines personnes interrogées ont expliqué qu'elles avaient quitté l'Erythrée sans avoir recours à des passeurs. La plupart d'entre elles vivaient près de la frontière avec l'Ethiopie ou le Soudan et avaient trouvé une occasion de traverser : « Comme je vivais près de la frontière, j'ai toujours entendu des histoires sur la façon dont les gens traversent habituellement la frontière. Je n'avais pas besoin de plus d'informations de la part des autres… Lorsque je me suis mis en route, c'était pour aller jusqu'au Soudan uniquement. Je n'ai jamais appris ce qui allait se passer une fois là-bas, et après. »[137] D'autres personnes ont indiqué qu'elles étaient postées près de la frontière pour leur service militaire et elles s'étaient enfuies à la première occasion. Comme l'a dit un homme : « Je faisais partie des forces armées érythréennes, sur la ligne du front, près d'Assab. Il était donc plus facile pour moi de traverser la frontière et d'aller à Djibouti sans l'aide de passeur. » [138] Si certains ont réussi, d'autres qui étaient partis sans payer de passeur ont raconté les difficultés qu'ils ont rencontrées. Un homme a été enlevé par une personne qu'il a décrite comme un « trafiquant Rashaida » juste après la frontière avec le Soudan :

> *Il nous a enlevés et mis avec d'autres victimes. Ils nous ont torturés pendant environ six semaines pour nous extorquer des rançons, nous ont battus avec des matraques en bois et en plastique. Nous étions 13 Erythréens, dont six jeunes filles. Regardez, j'ai toujours des cicatrices. Ils avaient des fusils, des couteaux et des épées. Ils nous ont enchaînés. Aucun d'entre nous n'a pu s'échapper. Au bout de six semaines, j'ai été relâché avec deux autres personnes, car nos familles avaient payé la rançon. Les trafiquants nous ont ensuite amenés à Khartoum. […] Les trafiquants avaient demandé 15 000 dollars, mais je ne sais pas quelle somme a été payée.*[139]

Toutefois, la plupart ont indiqué avoir fait appel à un passeur pour quitter le pays, car ils se sentaient incapables de le faire sans aide. Comme l'a dit un homme vivant à Addis Abeba : « L'idée [de partir] était dans ma tête depuis des années. Lorsque j'ai trouvé quelqu'un qui pouvait m'aider à traverser la frontière, l'idée est devenue plus claire et j'ai alors décidé de partir. »[140] Ces passeurs étaient habituellement contactés par des membres de la famille – souvent hors du pays – et ils contactaient ensuite la personne désireuse de quitter l'Erythrée et les aidaient à passer. Cependant, même avec l'aide de passeurs, les gens décrivaient des voyages dangereux et souvent difficiles physiquement pour traverser la frontière et aller en Ethiopie ou au Soudan.

136. Oette 2017.
137. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
138. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
139. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
140. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.

Le coût des passeurs – et le niveau d'aide qu'un individu peut financer – détermine généralement ceux qui quittent le pays et ceux qui ne peuvent pas. La plupart des personnes qui sont parties ont parlé d'un parent en Europe qui avait accepté de payer – et souvent d'organiser – un passeur pour les aider à partir. Comme l'a dit un homme : « Mon cousin en Norvège a négocié avec des acolytes des passeurs à Addis Abeba. Il m'a ensuite fait savoir par Facebook quand et comment partir, et où rencontrer le passeur. »[141] Ce qui était frappant, c'est que grand nombre des personnes interrogées dans le cadre de cette recherche avaient une source de financement au sein de leur famille (généralement ailleurs qu'en Erythrée) et que beaucoup d'entre elles avaient des diplômes universitaires.

Ceux qui pouvaient payer davantage avaient généralement moins à marcher que ceux qui ne pouvaient payer des montants élevés ; et ceux qui sont très pauvres et qui ne vivent pas près des frontières sont le plus souvent dans l'impossibilité de partir. Le seul fait de se déplacer à l'intérieur de l'Erythrée n'est pas permis sans autorisation spéciale, encore moins traverser la frontière. Comme l'a indiqué un homme : « Tous ceux qui sont assujettis au service national en Erythrée veulent traverser et quitter le pays. Mais ils n'y arrivent pas tous. Car tout le monde ne peut pas se payer un passeur ou avoir l'argent pour aller en Libye. C'est donc davantage une question d'argent que d'âge ou de genre. »[142] Ou, comme l'a expliqué une Erythréenne qui avait récemment marché pendant cinq jours, guidée par des passeurs, pour quitter le pays : « Ceux qui habitent tout près de la frontière avec l'Ethiopie traversent seuls et sans en informer leurs parents… le manque d'argent ne les arrête pas. »[143]

tout le monde ne peut pas se payer un passeur ou avoir l'argent pour aller en Libye

Une femme a raconté son voyage pour quitter l'Erythrée :

> *Je suis partie d'Asmara pour Dekemhare. J'ai pris un bus et je suis arrivée au lieu de rendez-vous le 18 avril 2016 vers 16 heures. Le passeur m'a dit de porter un ruban rouge à mon poignet gauche et m'a donné un code par Internet. J'ai attendu une demi-heure, puis il est arrivé. Il m'a parlé et je lui ai donné les codes. Il m'a ensuite emmenée dans une maison, où se trouvaient trois adolescents. Il m'a dit que nous partirions tous ensemble… Nous avons quitté la maison et commencé notre voyage à pied vers 20 heures. Nous avons traversé des zones montagneuses pendant deux nuits. Nous nous cachions le jour et nous ne bougions que la nuit. J'étais très fatiguée mais le passeur m'a portée à de nombreuses reprises. La route était vraiment longue et le passeur m'avait dit qu'il n'y en avait que pour dix heures de marche, mais cela nous a pris deux nuits. J'avais peur d'être prise et cela me donnait une raison de continuer lorsque j'étais à bout de forces. Lorsque nous sommes arrivés au Fleuve Belesa, le passeur nous a dit qu'il n'allait pas plus loin. Il nous a donné des indications et nous a dit*

141. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
142. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
143. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2017.

que nous n'allions rencontrer que des soldats éthiopiens à partir de là. Après une heure de marche, des soldats éthiopiens nous ont trouvés. Ils nous ont donné à manger et à boire. Après, ils nous ont envoyés à Gherhu-Srnai. A partir de là, nous avons été transférés au Centre de tri d'Enda- baguna. L'ONU m'a enregistrée et j'ai été envoyée au camp de réfugiés d'Hitsats, où je suis restée un certain temps avant de venir à Addis Abeba.[144]

Son histoire était typique, et beaucoup de personnes ont souligné les dangers encourus. Certains ont rapporté qu'on leur avait tiré dessus pendant leur voyage ; ou avoir dû porter des amis qui étaient épuisés ou avaient été blessés ; et la soif, terrible, lorsque les provisions d'eau étaient épuisées. Un homme a indiqué que sur les sept personnes qui étaient parties ensemble avec un passeur, lui-même et le passeur sont les seuls arrivés de l'autre côté de la frontière : « Les autres se sont tous fait prendre en traversant, avant d'arriver à la rivière Mereb [un cours d'eau saisonnier qui constitue en partie la frontière internationale entre l'Erythrée et l'Ethiopie]. »[145]

Des passeurs issus des communautés

De nombreuses personnes ont indiqué comment les passeurs – ou contact avec les passeurs – étaient issus de leur communauté, que ce soit les communautés locales dans lesquelles ils vivaient, ou des communautés transnationales. Une femme a raconté comment son mari, qui avait déjà quitté le pays, avait trouvé un passeur grâce à des amis : « Nous avons utilisé Internet pour en discuter. Il parlait aux acolytes des passeurs et, à leur tour, ils lui portaient des messages de la part du passeur. Il me transmettait ensuite les messages. Le passeur était basé en Erythrée. »[146] Une jeune femme vivant dans un camp de réfugiés dans l'est du Soudan a raconté comment son frère avait dit qu'il trouverait un passeur « honnête ». Comme l'a dit un homme : « Habituellement, les migrants préfèrent avoir recours à un passeur qu'ils connaissent déjà ou que leur famille connaît. En fait, celui que j'ai utilisé, je ne le connaissais pas très bien, mais mes amis le connaissaient et disaient beaucoup de bien de lui. »[147] D'autres ont raconté qu'ils avaient trouvé des passeurs qui vivaient dans des camps de réfugiés en Ethiopie et au Soudan : « J'ai trouvé le passeur grâce à des amis Erythréens au Soudan. Les passeurs sont issus de la communauté des réfugiés et il n'est pas difficile de les trouver… » [148] Il mentionne un système officieux de recommandation qui semble fonctionner comme une sorte de protection.

Par conséquent, le succès des passeurs dépend de leur réputation au sein des communautés. Une femme a ainsi décrit les passeurs qu'elle avait utilisés :

Je ne voulais rien dire sur les passeurs, mais à présent je vais vous raconter. Le passeur qui a facilité mon voyage en Italie était un Erythréen vivant en Arabie Saoudite. C'est un homme riche, qui fait passer beaucoup de gens depuis de nombreuses années. Il a un passeport soudanais et il voyage beaucoup entre le Soudan, l'Arabie Saoudite et l'Egypte… Parfois, il fait aussi passer des

144. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
145. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en2016.
146. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
147. Entretien avecun Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
148. Entretien avecun Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.

gens jusqu'aux Etats-Unis, par le Mexique. Je ne sais pas trop comment, en revanche. Ce passeur est très connu au Caire et la plupart des Erythréens préfèrent faire appel à lui pour faciliter leur voyage. »[149]

Lorsque je lui ai demandé si elle pensait que cet homme aidait les gens, elle a répondu : « Je pense que oui. Pas seulement en mettant les gens dans des bateaux, mais aussi en donnant des alternatives à de nombreuses personnes. Je ne sais pas. Peut-être que c'est un criminel, mais il aide quand même les gens. Il réussit. »[150] Toutefois, sa perception positive de son passeur était inextricablement liée au fait qu'elle n'avait pas été enlevée pendant son voyage et qu'elle vivait à présent en Europe.

Les passeurs sont issus de la communauté des réfugiés et il n'est pas difficile de les trouver ...

Le terrible coût de la traite sur les migrants

Toutefois, la distinction est extrêmement ténue entre des passeurs vus comme des « humanitaires » qui aident les gens à fuir un Etat répressif, et la maltraitance. Les gens en sont extrêmement conscients. Certains arrivent à minimiser les risques. Un homme a ainsi indiqué : « Je n'ai jamais eu à faire à de mauvais passeurs. C'et moi-même qui ai pris la majorité des décisions concernant mon voyage. C'est en partie parce que je parle leur langue et que je peux me faire passer pour un Soudanais dans certains cas. »[151] Toutefois, ce n'est pas le cas pour beaucoup. Une femme a déclaré : « Juste parce que [des passeurs] proposent un service, cela ne veut pas dire que les gens sont à l'aise ou qu'ils aiment ça. Cela m'a beaucoup dérangée d'appartenir à d'autres personnes, des criminels. Mais je ne pouvais rien y faire. »[152]

Les gens faisaient une distinction nette entre les passeurs en tant que forme de protection et d'assistance, et les abus émanant du trafic, notamment lorsque les gens tombaient dans les mains de criminels. Des groupes, généralement désignés comme « Rashaida » ou « trafiquants Rashaida » sont connus pour opérer le long de la frontière Erythrée-Soudan. C'est pour cette raison que beaucoup de personnes ont dit que traverser pour aller en Ethiopie était plus sûr que de traverser pour aller au Soudan. Auparavant, ils dominaient la route du Sinaï pour aller en Israël et, même si l'on estime que seuls quelques individus de ce groupe sont impliqués dans la traite, ils font partie d'un réseau plus vaste qui comprend probablement des collaborateurs érythréens, d'autres Soudanais, et des éléments des forces soudanaises chargées de l'application de la loi.[153]

149. Entretien avec une Erythréenne, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2012 et le Soudan en 2015.
150. Ibid.
151. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2012 et le Soudan en 2015.
152. Entretien avecun Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
153. Laurie Lijnders et Sara Robinson "From the Horn of Africa to the Middle East: Human trafficking of Eritrean asylum seekers across borders." www.antitraffickingreview.org/index.php/atrjournal/article/view/36/57
154. Reitano et al 2017.

Le lien entre le rôle des passeurs et les abus liés au trafic a été amplement démontré.[154] Aussi, il n'est guère surprenant que les descriptions que les gens font de leurs voyages aient laissé entrevoir un schéma plus vaste dans lequel ces voyages devenaient de plus en plus dangereux – souvent, lorsque le lien initial entre une personne qui part et le passeur devenait plus faible – et le prix augmentait. Un homme qui avait traversé tout seul la frontière avec le Soudan a ensuite dit qu'il ne savait pas comment aller jusqu'à Khartoum et qu'il devait trouver un passeur. Il a trouvé quelqu'un dans le camp de réfugiés de Shagarab mais, comme il l'a déclaré : « Je ne le connaissais pas et je ne savais pas si je pouvais lui faire confiance. » Cet exemple montre bien qu'une fois que le lien avec leurs communautés est rompu, les personnes qui sont en route ont moins de conseils et ont donc moins d'informations susceptibles d'être source de protection. Il a ainsi décrit son voyage à Khartoum :

> *La nuit, les passeurs ont amené six camions pick-ups au lieu de rendez-vous. Ces véhicules appartenaient aux Rashaida. Ils ont emmené 80 d'entre nous – nous étions plus de 120 à nous échapper de Shagarabvers à Khartoum. Après un voyage d'un jour et d'une nuit, l'un des véhicules a eu un accident et des gens ont été grièvement blessés. Je ne sais pas ce qui leur est arrivé car notre véhicule a continué jusqu'à un endroit appelé Hajer. Là, nous avons donné de l'argent aux passeurs. J'avais entendu dire que si on ne leur donnait pas assez d'argent, ils vous gardaient sur place. Je suis resté quatre jours à Hajer, avec un groupe d'Erythréens. Et ensuite les passeurs nous ont emmenés à Khartoum.*[155]

Le voyage de Khartoum en Libye s'est avéré encore plus dangereux – et plus cher. Un homme a ainsi décrit son départ du Soudan : « La partie la plus difficile de mon voyage a été lorsque 24 d'entre nous ont été mis dans un grand camion-citerne qui était utilisé avant pour transporter du carburant. Nous sommes partis vers 11 heures du matin, à travers le désert libyen brûlant. Et nous avons continué à rouler jusqu'à 16 heures. La police nous a arrêtés brièvement – je crois qu'on devait encore être au Soudan – et le chauffeur leur a donné un bakchich. Nous suffoquions et j'ai pensé que j'allais mourir. Beaucoup d'entre nous sont morts et ceux qui ont survécu ont échappé de peu à la mort. »[156] En Libye, les niveaux terribles d'abus endurés par les migrants ont été largement rapportés. Comme l'a noté l'une des personnes interrogées : « Les trafiquants qui m'ont emmené en Libye violaient beaucoup de filles pendant le voyage. Chaque soir, ils prenaient les filles, les violaient et nous les ramenaient ensuite. »[157]

Au fur et à mesure que le danger et les mauvais traitements augmentent, le coût augmente également – le prix convenu aussi bien que le montant supplémentaire éventuellement requis sur la route. Pour preuve, lorsqu'on leur demande combien cela coûte d'aller en Europe, à Addis Abeba les gens disaient entre 3 000 et 4 000 dollars, alors qu'à Khartoum la plupart donnaient des montants bien plus élevés, plus de 7 000 dollars. Chaque fois

155. Entretien avec un Erythréen, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
156. Entretien avecun Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
157. Entretien avecun Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
158. Entretien avecun Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.

On ne peut pas faire confiance aux passeurs… J'ai été enlevé quatre fois entre le Soudan et Tripoli. Chaque fois, ma famille a dû payer, sauf une fois, lorsque je me suis échappé.

qu'une personne est enlevée, sa famille doit payer une rançon. Une personne interrogée a déclaré : « On ne peut pas faire confiance aux passeurs… J'ai été enlevé quatre fois entre le Soudan et Tripoli. Chaque fois, ma famille a dû payer, sauf une fois, lorsque je me suis échappé. En Libye, mes proches et ma famille ont dû payer environ 8 000 dollars, ce qui est quatre fois plus que le montant de l'accord initial avec les passeurs. Mes proches ont payé 2 000 dollars à trois reprises lorsque j'ai été enlevé, et 2 000 dollars, ce qui était le montant convenu au départ avec le passeur. »[158]

Evidemment, les gens étaient furieux d'avoir été ainsi exploités. Comme l'a dit un homme : « En route, j'ai vu des femmes violées devenir des esclaves sexuelles de trafiquants cruels. J'ai aussi vu des enfants mourir de faim. Ces groupes sont extrêmement vulnérables. Ils sont aussi les victimes des passeurs. »[159]

Encore une fois, on a pu constater l'impact non seulement sur les personnes qui sont victimes de ces abus, mais sur leurs familles. Un jeune homme a indiqué comment sa mère, en Erythrée, qui n'avait jamais voulu qu'il parte, avait depuis vendu tous ses biens et ses bijoux pour payer sa libération aux personnes qui l'avaient enlevé dans l'est du Soudan : « A présent, ils attendent que je les aide au moins en payant leur loyer, pour qu'ils puissent déménager dans un bon logement. Ils vivent dans un bidonville actuellement. »[160] Avec sa famille qui vit dans un bidonville à Asmara, la pression pour atteindre l'Europe n'a jamais été aussi grande.

Partage des responsabilités et politiques en matière de réfugiés

Le rôle déterminant joué par la politique migratoire dans la Corne de l'Afrique n'est pas suffisamment reconnu – aussi bien en Europe que dans les pays de la région. Le processus de Khartoum semble accorder un poids insuffisant au rôle joué par les politiques migratoires strictes de l'UE et à la rareté des voies de migration légales dans la promotion de la migration irrégulière. Au contraire, « la migration mixte, et la traite et le trafic de personnes vulnérables, sont dépeints comme des problèmes africains régionaux, et non comme un problème international partagé. »[161] Il est important de noter que,

159. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
160. Entretien avec un Erythréen, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
161. Oette et Babiker 2017.
162. Voir, par exemple, Lucy Hovil, "Why is the cost of hosting refugees falling on the world's poorest states?" The Guardian, 13 May 2016. (www.theguardian.com/global-development/2016/Mai/13/why-is-the-cost-of-hosting- refugees-falling-on-poorest-states-kenya-dadaab-closing Dernier accès le 13 juillet 2017).

Le manque d'engagement sérieux concernant les voies légales reflète un contexte plus vaste, dans lequel la « délocalisation » (ou la sous-traitance à l'étranger) des migrants et des réfugiés –des Etats payant d'autres Etats pour accueillir des demandeurs d'asile ou des réfugiés – gagne de l'ampleur dans le monde

contrairement au processus de Rabat, si « le passage sûr et volontaire » a été évoqué dans le Plan d'action conjoint de La Valette, cela n'a pas été opérationnalisé dans le processus de Khartoum.

Le manque d'engagement sérieux concernant les voies légales reflète un contexte plus vaste, dans lequel la « délocalisation » (ou la sous-traitance à l'étranger) des migrants et des réfugiés – des Etats payant d'autres Etats pour accueillir des demandeurs d'asile ou des réfugiés – gagne de l'ampleur dans le monde. L'Australie, qui peut peut-être s'attribuer le mérite douteux d'avoir initié cette idée depuis ces vingt dernières années, a pris toute une série de mesures pour maintenir les demandeurs d'asile en dehors de son territoire, par exemple en passant un accord avec la Papouasie Nouvelle Guinée et Nauru. Plus récemment, l'UE a passé un accord avec la Turquie en 2016 pour tenter de réduire le nombre de demandeurs d'asile, essentiellement des Syriens, qui entreprenaient le dangereux voyage à travers la Méditerranée. En contrepartie de l'aide que lui a donnée l'UE, la Turquie a accepté le retour des migrants « irréguliers » de l'Europe à travers son territoire. En échange, l'UE a accepté de prendre un réfugié syrien « légal » pour chaque personne renvoyée de Grèce en Turquie.

Si, d'un point de vue politique, cette méthode peut paraitre opportune, elle est extrêmement problématique, car elle expose la réalité sous-tendant le principe de « partage de responsabilité » qui est censé être au cœur des réponses aux crises de la migration forcée à grande échelle. Elle occulte également la réalité : contrairement aux perceptions du public en Europe, la grande majorité des personnes déplacées se trouvent actuellement au Moyen Orient, en Asie et en Afrique, ce qui signifie que des pays aux revenus faibles et/ou des Etats fragiles continuent de porter la plus grande responsabilité. L'annonce du gouvernement kenyan en mai 2016 de fermer le camp de réfugiés de Dadaab, qui abritait plus de 300 000 Somaliens, n'avait rien de fortuit.[162] De même, le « Cadre d'action global pour les réfugiés » CRRF), exposé dans la déclaration de New York, qui visait à former la base d'un Plan d'action global pour les réfugiés, devait être adopté par les Etats membres en 2018 ; à ce jour, il n'a pas réussi à fonctionner en Ouganda, où la réponse à une crise des réfugiés de grande ampleur continue à manquer cruellement de financement.

163. Pour une critique approfondie du placement des réfugiés dans des camps, et des échecs à trouver des solutions durables, voir Hovil 2016, pp. 155 – 191.

L'approche de l'UE, par conséquent, ne reconnaît pas suffisamment le fait qu'il est intenable de faire peser le fardeau de l'asile sur une poignée de pays (et souvent sur des pays qui manquent de ressources), l'appui financier étant à la discrétion de pays tiers. Cela renforce des relations de dépendance asymétriques et fait fi du principe de responsabilité partagée pour les réfugiés, inscrite dans le préambule de la Convention de 1951 sur les réfugiés.

L'approche de l'UE, par conséquent, ne reconnaît pas suffisamment le fait qu'il est intenable de faire peser le fardeau de l'asile sur une poignée de pays (et, souvent, sur des pays qui manquent de ressources), l'appui financier étant à la discrétion de pays tiers.

Aussi, la marge de manœuvre est bien limitée pour traiter des politiques défectueuses et lacunaires en matière de migration et de réfugiés dans la Corne de l'Afrique. Parmi les personnes qui quittent cette région pour l'Europe, nombreuses sont celles qui le font en raison de l'échec des politiques des premiers pays dans lesquels elles arrivent. Il y a une lacune notamment dans les politiques en matière de réfugiés, qui a laissé des millions de personnes vivre depuis des années, parfois des décennies, dans une situation d'exil prolongé sans espoir de véritable intégration. Ces lacunes s'articulent essentiellement autour du confinement dans les camps pour les exilés et de l'échec de solutions durables qui, mis bout à bout, ont créé un état d'urgence semi-permanent, qui vient compromettre la qualité de la vie et amener le système humanitaire jusqu'au point de rupture.[163]

Ainsi, en Ethiopie, même si quelques Erythréens sont officiellement autorisés à vivre hors des camps en vertu de la politique de vie « hors camp » (initiée en 2015 en tant que dispositif pilote de la politique Alternatives aux camps de l'UNHCR), dans la pratique, la plupart sont étroitement restreints dans leur liberté de mouvement. En même temps, le gouvernement soudanais insiste pour que les réfugiés érythréens vivent dans des camps, même si cette politique est largement défiée, avec un grand nombre d'Erythréens vivant à Khartoum, malgré le fait que cela les met en risque d'être arrêtés arbitrairement et *refoulés*. Dans un contexte où le rapatriement est généralement perçu comme la seule solution durable, et où les crises politiques prolongées (dans le cas de l'Erythrée) ou les conflits (Soudan, Somalie et Soudan du Sud) le rendent impossible, la capacité des gens à être en sécurité et avoir accès à des moyens de subsistance est extrêmement limitée. Dans ce contexte, l'intégration locale ne saurait être plus éloignée de l'agenda politique.

Ceux qui se déplacent dans la région interagissent en permanence avec ces réalités et prennent des décisions en fonction des paramètres de ces restrictions d'ordre politique. Ainsi, lorsqu'on leur demande jusqu'où ils avaient prévu d'aller lorsqu'ils ont quitté leur

164. Entretien avec un Erythréen, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2017.

pays, certaines personnes interrogées ont indiqué que leur intention initiale était d'atteindre l'Europe ou les Etats-Unis et qu'elles avaient pensé leur voyage dans ce sens. Toutefois, beaucoup d'autres ont déclaré que leur seul projet arrêté était de quitter l'Erythrée et de trouver un endroit où vivre en sécurité et trouver du travail. Sans nier les fortes aspirations d'un grand nombre quant au lieu où ils pourraient un jour vivre, pour la plupart, la priorité était de trouver un endroit où ils sentaient qu'ils pourraient avoir un avenir.

Le confinement dans les camps

Les personnes interrogées ont parlé des nombreux problèmes liés aux camps. Au Soudan, et dans une moindre mesure en Ethiopie, beaucoup avaient choisi soit de ne jamais aller dans les camps dès le départ, soit de quitter les camps malgré l'interdiction de ce faire. Dans la pratique, cela signifiait que ceux qui quittaient les camps étaient techniquement dans « l'illégalité » et qu'ils ne recevaient plus d'aide humanitaire.

Au Soudan, il n'est possible de s'enregistrer comme réfugié, et de recevoir une aide, que dans les camps. Un jeune homme de 17 ans a indiqué : « Je me suis enregistré auprès de l'UNHCR, mais ils ne m'aident pas car je ne reste pas dans le camp. »[164] Cependant, les personnes interrogées ont été catégoriques dans leur condamnation des conditions matérielles et sécuritaires dans ces camps. Comme l'a dit un homme : « le camp de Shagarab est comme la prison d'Adi Abeyto en Erythrée. Comment peut-on rester dans un camp réglementé par des trafiquants ? En Erythrée, il y a des arrestations et des placements en détention à Adi Abeyto. De même, il y a continuellement des cas d'enlèvement à Shagarab... On ne devrait pas en parler comme d'un camp de réfugiés. C'est juste un camp de passeurs, où les forces de sécurité vendent des réfugiés aux Rashaida. »[165]

En fait, au cours de la recherche sur le terrain dans l'est du Soudan, il y a eu un incident au cours duquel 18 réfugiés érythréens ont été enlevés dans le camp de réfugiés wed- Sherifoy par un groupe armé inconnu, suspecté d'être lié aux Rashaida.[166] Un autre homme, qui vivait dans la ville de Kassala et cherchait du travail, a expliqué pourquoi il avait quitté les camps : « Dans le camp de Shagarab, ils ne nous donnaient rien, aucune aide, pas de travail et rien pour notre sécurité. Alors, je ne voulais pas passer ma vie dans le camp, d'autant plus que je savais que des Erythréens y vivaient depuis plus de 10 ans. »[167] Un homme vivant dans le camp de réfugiés de Shagarab a parlé des dangers auxquels ils sont confrontés quand des fonctionnaires érythréens entrent dans les camps : « C'est facile pour les membres de la sécurité érythréenne d'entrer [dans le camp] en se faisant passer pour des réfugiés et d'emmener des personnes. »

En Ethiopie, les gens s'accordent pour dire que les camps ne sont pas aussi mauvais qu'au Soudan. Par exemple, une femme vivant à Addis Abeba, qui avait été enlevée dans le camp

165. Entretien avec une Erythréenne, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2012 et le Soudan en 2015.
166. Notes de terrain, Kassala, Soudan, 4 juillet 2017.
167. Entretien avec un Erythréen, Kassala, Soudan, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
168. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.

à Shagarab… on ne devrait pas en parler comme d'un camp de réfugiés. C'est juste un camp de passeurs, où les forces de sécurité vendent des réfugiés aux Rashaida

de Shagarab a déclaré : « Au moins, les camps [en Ethiopie] sont sûrs, mais les conditions de vie sont terribles. »[168] Une autre femme a fait cette description des camps éthiopiens : « Les conditions dans le camp sont difficiles à supporter. Nous étions bien traités, mais il n'y a pas assez de nourriture, de soins ni d'autres commodités. »[169] Elle a également indiqué que « l'UNHCR à aider pour faciliter le transfert de mon cas à Addis Abeba, afin que je puisse rejoindre mon ex-mari en tant que réfugiée urbaine. » Certains ont raconté comment ils avaient espéré être sélectionnés pour le système de réinstallation en allant dans des camps, mais lorsqu'ils ont compris que cela n'arriverait jamais, ils sont partis.

L'accès au travail

En raison de leur statut juridique ambigu à l'extérieur des camps (malgré le fait que, en vertu de la loi internationale sur les réfugiés, le statut de réfugié ne devrait pas être conditionné à la vie dans un camp), la plupart des personnes interrogées étant en grande difficulté pour accéder à des moyens de subsistance. En Ethiopie, un grand nombre des personnes interrogées avaient un travail quelconque, mais ils ne parvenaient pas à en vivre. Beaucoup d'entre elles dépendaient de membres de leurs familles, au sein de la diaspora, pour contribuer à leurs dépenses quotidiennes (souvent les mêmes personnes qui avaient payé les passeurs pour les faire sortir d'Erythrée), mais pas toutes : « Je n'ai ni travail permanent, ni source de revenu régulier. Je n'ai personne qui puisse me faire vivre dans la diaspora. »[170] « En tant que réfugié, je n'ai pas de permis de travail. Je ne peux donc pas gagner ma vie. C'est difficile pour moi, car c'est la première fois de ma vie que je dois demander de l'aide à quelqu'un. »[171]

D'un autre côté, d'autres personnes vivant à Addis Abeba ont raconté avoir réussi à trouver du travail et à subvenir à leurs besoins : « Au début, je restais avec mes amis. Mais au bout de quelques mois, j'ai trouvé un travail et j'ai pu subvenir à mes besoins en travaillant dans un garage. »[172] D'autres étaient arrivés récemment et espéraient trouver du travail : « Bien sûr, j'aimerais aller en Angleterre, mais je sais que c'est difficile, dangereux. Si je peux, je resterai en Ethiopie et j'essaierai de changer ma vie en travaillant. »[173] Un jeune homme a indiqué être parti du camp car « le gouvernement éthiopien permettait à certains

169. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
170. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
171. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
172. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2013.
173. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2010.
174. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2011.

réfugiés érythréens de poursuivre leur éducation dans les universités. Dans le cadre de ce programme, j'ai participé à l'examen national et j'ai rejoint l'université d'Addis Abeba en 2011. »[174] Il a indiqué ne pas projeter d'aller ailleurs.

En revanche, à Khartoum, les gens parlaient des difficultés pour accéder à un emploi, souvent liées à la discrimination. Un homme a ainsi déclaré : « Ici à Khartoum, je suis confronté à un grand nombre de difficultés, comme la discrimination sur mon lieu de travail. Un jour, alors que j'avais fait tout ce que j'avais à faire, mon employeur a refusé de me donner mon salaire. Comme mon statut est illégal, je n'ai rien pu faire contre lui. »[175] Une femme, qui avait un travail, a dit : « J'ai de la chance car je travaille dans un endroit privé. Mais je connais beaucoup d'Erythréens qui connaissent la répression, le chantage et la discrimination. »[176] Ces difficultés à avoir accès à un emploi, et notamment la discrimination dans l'accès à l'emploi, doivent être comprises dans un contexte plus large où de nombreux Soudanais, surtout ceux qui ne correspondent pas à une définition bien précise de l'identité soudanaise, telle que définie par l'Etat, font également l'objet de discrimination et rencontrent de grandes difficultés pour avoir accès à un emploi à Khartoum.[177]

Sécurité et documents administratifs

Un autre élément lié aux difficultés d'accès à l'emploi était le fait que beaucoup des personnes interrogées vivant au Soudan disaient avoir peur pour leur propre sécurité – et plus particulièrement d'être dans l'impossibilité à se déplacer librement. Un homme avait espéré vivre au Soudan et trouver du travail : « J'avais initialement prévu d'aller au Soudan et d'y rester, mais ici, j'ai eu tellement de problèmes identiques à ceux que j'avais en Erythrée. La police a commencé à s'en prendre à nous ici aussi — même si elle n'est pas aussi dure qu'en Erythrée. Alors, j'ai changé d'avis et j'ai continué mon voyage. »[178] De nombreuses histoires faisaient état de personnes arrêtées par la police et relâchées uniquement après paiement d'un bakchich : « Comme je n'avais pas de pièce d'identité, je me suis fait arrêter par la police, et relâché après leur avoir donné un pot-de-vin. »[179]

Une autre personne interrogée a raconté que les difficultés à Khartoum l'ont amenée à poursuivre sa route vers l'Europe : « Les arrestations dans la rue et l'impossibilité de travailler en toute sécurité ont aggravé ma situation. Au départ, j'ai essayé de travailler et d'aider ma famille pendant au moins quelques années, et ensuite, je pourrai prendre le temps de décider. Mais je ne pouvais même pas subvenir à mes besoins là-bas… De plus, le Soudan n'est pas un endroit sûr. Je n'ai pas appelé ma famille depuis le Soudan, parce que je ne voulais pas qu'ils s'inquiètent pour moi. »[180] Il a alors décidé de partir pour la Libye. Il a finalement atteint la « jungle » de Calais, s'est cassé une jambe en essayant de sauter sur un camion, s'est rétabli, a essayé à nouveau, et a réussi à passer au Royaume-Uni.

175. Entretien avec un Erythréen, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
176. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
177. Voir, par exemple, Hovil 2016, pp 123 – 153.
178. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
179. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2017.
180. Entretien avec un Erythréen, Europe, juillet 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
181. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.

Par ailleurs, plusieurs personnes interrogées ont fait part de leur peur d'être rapatriées en Erythrée : « J'ai été arrêtée par la police soudanaise car ma carte d'identité avait expiré. J'avais aussi entendu beaucoup d'histoires d'arrestations et de rapatriements de réfugiés érythréens. Normalement, les réfugiés versent de l'argent à la police pour acheter leur liberté lorsqu'ils se font arrêter. J'ai fait la même chose lorsque j'ai été arrêtée. J'ai versé un bakchich au policier et il m'a relâchée. Nous n'avons pas le choix. Si la police m'arrête et me renvoie dans mon pays, le gouvernement érythréen va me maltraiter. J'ai donc cessé de travailler dans des endroits publics tels que les restaurants et les cafés. Je travaille dans des endroits privés, en tant que baby-sitter dans des maisons. »[181] Un homme vivant à Addis Abeba a indiqué être venu en Ethiopie car « les migrants érythréens sont rapatriés de force en Erythrée, depuis les pays voisins, et je ne voulais pas en être victime. »[182]

Ainsi, une femme vivant à Khartoum a déclaré : « Lorsque votre statut est celui de réfugié sans protection dans un autre pays, vous êtes confronté à de nombreuses difficultés, comme les risques d'être arrêté, rapatrié et sans emploi. J'ai moi-même été arrêtée et je sais que de nombreux autres érythréens ont été arrêtés et rapatriés. »[183] Les réfugiés qui ne trouvent pas de protection dans le premier pays où ils arrivent vont probablement aller ailleurs.

Il est important de noter qu'en droit international, les réfugiés ne sont pas tenus de rester dans un pays qui ne leur apporte pas une protection effective, notamment où les conditions d'accueil ne respectent pas les droit prévus dans la Convention relative aux réfugiés.[184] Les pays de destination européens ne doivent donc pas nier la reconnaissance des cas où la personne concernée est entrée dans un pays voisin, et d'autres pays de transit, mais que ces endroits ne lui ont pas offert de protection effective.

Pas de retour, mais quelle alternative ?

Encore une fois, la question revient : les personnes ont-elles des alternatives ? De toute évidence, les gens estiment qu'il n'est pas sûr pour eux de retourner dans leur pays : « Je ne peux pas retourner chez moi, encore plus étant donnée la situation actuelle en Erythrée. Je serai arrêtée et condamnée, car j'ai voyagé illégalement. Soit ils vous envoient en prison, soit dans des camps d'entraînement militaire en dehors de la ville, où vous n'avez pas le droit d'avoir de visite de votre famille. »[185] Une femme a raconté comment elle avait essayé de quitter l'Erythrée une fois auparavant, mais avait été attrapée : « Ils m'ont mise en prison pendant huit mois. C'était terrible. Lorsqu'ils arrêtent des personnes qui ont voyagé illégalement, ils les envoient directement en prison, mais il n'y a pas de peine de prison, ni

182. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
183. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
184. UNHCR, Conclusions générales sur le Concept de « Protection effective » dans le Contexte des Mouvements secondaires de réfugiés et demandeurs d'asile (Table Ronde d'experts, Lisbonne, 9-10 décembre 2012), Février 2003.
185. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
186. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.

de durée précise. Cela dépend des cas. Et si vous n'aviez pas fini votre service militaire, ils vous renverront à l'entraînement. L'entraînement dure un an, et le service est à vie. »[186] Comme l'a indiqué un autre jeune homme : « J'ai envisagé souvent de faire demi-tour. Mais je ne peux pas. Si je reviens, je ne sais pas ce qui m'arrivera. Je ne sais pas si je serai emprisonné, ou torturé, ou renvoyé dans l'armée pour servir indéfiniment. »[187]

Lorsqu'ils arrêtent des personnes qui ont voyagé illégalement, ils les envoient directement en prison.

Ainsi, concrètement, quelle est l'alternative pour ces personnes ? Dans un contexte où des millions de personnes vivent en exil prolongé depuis des décennies, sans aucune « solution durable » en perspective, c'est difficile de garder espoir. Une femme a ainsi déclaré : « Lorsque j'ai quitté l'Erythrée, je comptais aller en Europe. Mais après les difficultés rencontrées pendant mon voyage clandestin [depuis chez elle, en Erythrée, jusqu'à Khartoum], j'ai détesté voyager clandestinement. D'un autre côté, je ne suis pas heureuse au Soudan, et je ne peux pas rentrer chez moi. De plus, je n'ai pas de passeport et aucune autre alternative pour voyager légalement à partir du Soudan. Ma situation est compliquée. »[188]

Ainsi, pour beaucoup des personnes interviewées, poursuivre leur voyage s'est avéré un dernier recours. Comme indiqué précédemment, les voies légales pour sortir de l'Erythrée sont extrêmement difficiles, surtout pour les jeunes. Une femme a noté : « Ce n'est pas facile pour les jeunes de sortir de l'Erythrée. En fait, si vous avez moins de 40 ans, c'est interdit. Le gouvernement impose également des restrictions strictes pour les voyages et vous ne pouvez voyager que si vous remplissez ces conditions. Il faut avoir fini votre service national, être malade ou marié à quelqu'un vivant à l'étranger pour avoir l'autorisation de voyager. »[189] Une autre femme a demandé : « Est-ce que vous me croyez, si je vous dis que je n'ai pas de passeport ? Je ne suis pas la seule, c'est le cas de tous les jeunes Erythréens. Mon petit frère a été admis à l'université aux Etats-Unis, mais les autorités gouvernementales ne lui ont pas délivré de passeport. Qu'est-ce que nous pouvons faire si nous restons en Erythrée ? Il n'y a pas d'enseignement de qualité, pas de salaire juste si vous travaillez. Vous ne pouvez même pas vous nourrir avec le salaire qu'ils vous donnent. »[190]

Avec les restrictions draconiennes sur les voies légales pour quitter l'Erythrée, beaucoup avaient quitté le pays dans l'espoir d'avoir un avenir ailleurs. Bien entendu, un grand nombre espéraient trouver une voie légale pour entrer en Europe ou aux Etats-Unis. Une jeune femme a indiqué que sa sœur l'avait encouragée à venir à Khartoum car elle avait

187. Entretien avec une Erythréenne, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2016.
188. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
189. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
190. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, juin 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.

participé en son nom au programme «*diversity visa lottery* »[191] pour émigrer aux Etats-Unis.[192] Un réfugié érythréen vivant à Addis Abeba a raconté qu'il avait tenté d'aller en Europe en demandant un visa étudiant, mais sa demande avait été refusée. « Je n'ai pas d'autre moyen d'y aller légalement, alors [entrer clandestinement] est le seul moyen pour moi à présent. »[193] D'autres sont resté au Soudan ou en Ethiopie, et sont toujours confrontés à d'énormes difficultés – des difficultés telles, qu'au fil du temps, cela les pousse à entreprendre le périlleux voyage.

En fait, le manque de voies légales pour aller en Europe malgré le fardeau considérable de l'asile qui est supporté par les pays de la région, est reconnu par les migrants et les gouvernements. Aussi, pour les gouvernements de la Corne de l'Afrique, si un grand nombre d'entre eux sont heureux d'obtenir l'aide humanitaire et l'aide au développement liées aux initiatives actuelles dans le cadre des politiques migratoires, beaucoup ont des priorités totalement différentes des pays européens en ce qui concerne les politiques qui fondent ce financement. Non seulement les pays qui accueillent de nombres extrêmement importants de réfugiés veulent voir un système d'asile mondial avec une répartition du fardeau, mais ils veulent aussi voir des voies légales et justes pour que leurs citoyens aillent chercher de l'emploi ailleurs. Dans ce dernier cas, les montants envoyés dans leur pays par les travailleurs migrants sont souvent des éléments essentiels pour l'économie du pays. Ainsi, le gouvernement éthiopien s'est assuré que ses citoyens aient accès aux passeports, et offre même une aide et des conseils aux migrants qui vont dans les Etats du Golfe et au Moyen Orient.[194] Le gouvernement érythréen est quelque peu plus ambigu à cet égard : il profite de l'argent renvoyé dans le pays, grâce à un système de taxes, mais il empêche les départs.

191. Le programme « *diversity visa lottery* » offre un certain nombre de visas immigrants pour les Etats-Unis ; cette loterie est destinée aux pays ayant un faible nombre d'immigrants aux Etats-Unis. Voir "Green Card Lottery," (www.us-immigration.com/blog/green-card-lottery-2019-registrations-begin-on-octobre-3-2017 Dernier accès le 10 octobre 2017).
192. Entretien avec une Erythréenne, Khartoum, Soudan, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2014.
193. Entretien avec un Erythréen, Addis Abeba, Ethiopie, mai 2017. A quitté l'Erythrée en 2015.
194. Christopher Horwood (RMMS) et Tuesday Reitano, "A Perfect Storm? Forces shaping modern migration & displacement." Regional Mixed Migration Secretariat Horn of Africa and Yemen, May 2016. (www.regionalmms.org/images/DiscussionPapers/A_Perfect_Storm.pdf Dernier accès le 23 février 2017).

Conclusion

L'approche qui éclaire actuellement les opérations du processus de Khartoum présente de nombreuses difficultés. A ce jour, les efforts n'ont ni fait baisser le nombre d'arrivants en Europe, ni mis un terme aux sévices. En fait, en ce qui concerne les sévices, les conclusions suggèrent le contraire : avec la multiplication des obstacles, faute d'alternatives suffisantes proposées, les gens prennent des risques de plus en plus importants et les voyages deviennent de plus en plus dangereux – et coûteux. Les seules personnes qui en profitent sont les passeurs et les trafiquants.

Les responsables politiques ne sont pas insensibles à ces difficultés. Mais quelle est l'alternative ? Comme indiqué au début, les recherches montrent la nécessité d'un changement d'orientation principalement sur le contexte politique dans lequel la migration s'opère, plutôt que sur la criminalité qu'elle attire. Ce changement reconnait le manque d'options des personnes tout au long de leurs voyages, un manque dû à des facteurs structurels qui ne peuvent être réglés sans engagement fortement politique pour les éliminer.

Avec la multiplication des obstacles, faute d'alternatives suffisantes proposées, les gens prennent des risques de plus en plus importants et les voyages deviennent de plus en plus dangereux – et coûteux.

Il faudrait plutôt une approche qui reconnaît clairement la réalité de la vie en Erythrée ; une approche centrée principalement sur la criminalité attirée par la migration risque d'être un palliatif dans le meilleur des cas, dangereuse dans le pire des cas, car elle s'attelle exclusivement aux symptômes et non à la cause, qui reconnaît et repose sur une solide compréhension du contexte plus vaste de la migration forcée dans la Corne de l'Afrique ; qui reconnaît que l'insuffisance d'options migratoires légales a anéanti l'espoir d'un avenir meilleur pour de nombreuses personnes ; et qui montre une prise de conscience accrue de la nécessité d'accompagner les initiatives pour renforcer l'accès au moyens de subsistance, avec un dialogue politique plus vaste dans lequel les espaces d'appartenance légale et politique sont négociés et élargis.

Aussi, ces travaux montrent qu'une approche instrumentaliste descendante de « gestion des flux migratoires » crée non seulement les risques admis par l'UE ;[195] il est également peu probable qu'elle soit efficace dans un contexte où les personnes sont désespérées et déterminées à échapper à des systèmes politiques oppresseurs, à des conflits et à des

195. EUTF, Meilleure gestion des flux migratoires, 9, et document divulgué, Conseil de l'Union Européenne, "Joint Commission-EEAS non-paper on enhancing cooperation on migration, mobility and readmission with Sudan", 7203/16, 17 March 2016, 3, (Disponible à l'adresse www.statewatch.org/news/2016/mar/eu-com-eeas-readmission-Sudan-7203-16.pdf Dernier accès le 5 octobre 2017).

conditions de vie terribles. Une approche alternative qui tienne compte des conclusions empiriques, et serait ainsi plus apte à s'atteler à la migration mixte, devrait être :

- **Centrée sur les personnes** : en reflétant les expériences des personnes et des communautés concernées et en leur permettant de participer aux processus de prise de décisions politiques ;
- **Contextuelle :** en tenant compte du fait que la migration mixte est une réalité complexe et en s'attelant à la meilleure façon de traiter les causes profondes et les facteurs multiples qui contribuent à cette réalité. Une telle approche exige un engagement plus fort, à moyen et long terme, allant au-delà de projets spécifiques ;
- **Fondée sur les droits :** avec le développement d'une approche holistique qui considère la protection des droits de l'Homme (également avec pour objectif de prévenir les déplacements/la migration forcés) et la protection des droits des réfugiés et des migrants comme fondamentales et indissociables de toute politique sur la migration mixte. Cela aussi bien en ce qui concerne les bénéficiaires des engagements que les efforts pour traiter les causes profondes.
- **Basée sur une responsabilité mutuelle et commune :** Reconnaître la migration mixte comme une question d'intérêt commun et de préoccupation partagée ; Promouvoir la mobilité et partager les responsabilités, afin de proposer une solution durable aux personnes ayant besoin de protection.

Le processus de Khartoum a mis en place une plateforme importante pour traiter l'une des questions les plus urgentes pour les pays de la Corne de l'Afrique, mais si elle est pilotée dans la mauvaise direction, cette plateforme risque, en fin de compte, de faire plus de mal que de bien.

La question des alternatives se trouve au cœur de ce qui constituerait une bonne prise de décision dans ce contexte

Enfin, il est clair que la question des alternatives est au cœur de ce qui constituerait une bonne conduite politique dans ce contexte. Et un élément essentiel dans ce cadre est de mettre l'accent sur la protection des personnes en mouvement et non sur la restriction de leurs déplacements. Si le principal objectif de la gestion des flux migratoires devient la protection des personnes qui se déplacent plutôt que des tentatives pour restreindre leurs déplacements, il n'y a aucun indicateur montrant que le nombre de personnes arrivant en Europe augmenterait. En fait, les recherches montreraient l'inverse : apporter une protection aux personnes là où elles se trouvent – une véritable protection, intégrée dans la politique – et la compulsion à prendre des risques énormes diminuera inévitablement. C'est une approche qui évitera également à l'UE de s'assujettir, voire même de perdre ses principes moraux en répondant à la pression politique que fait peser sur elle son électorat. Et, dernier point, elle vient appuyer la notion que la manière la plus efficace de répondre au trafic et à la traite est de supprimer la nécessité de recourir à ces pratiques.

©International Refugee Rights Initiative, 2017

Tous les droits sont réservés. Les matériels peuvent être librement diffusés et utilisés à des fins éducatives, militantes et à but non lucratif, en tenant dûment compte de la source. Sinon, aucune partie de cette publication ne peut être reproduite, stockée dans un système de récupération ou transmise sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit : électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre, sans autorisation écrite préalable de l'International Refugee Rights Initiative, de la Strategic Initiative for Women in the Horn of Africa, et le Centre for Human Rights Law, SOAS.

Conçu et mis en page par Ministry of Design (www.ministryofdesign.co.uk)

SIHA Network

SOAS University of London

INTERNATIONAL REFUGEE RIGHTS INITIATIVE